VENDREDI 11 AOUT 1933. — N° 167 PRIX : 0 FR. 50. 23, RUE DES VINAIGRIERS, PARIS.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE

Section française de l'opposition internationale de gauche (Bolcheviks-Léninistes)

ABONNEMENTS : France .... 1 an : 20 fr. 6 mois : 10 fr.
Etranger .... 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr.
Compte chèque postal : Naville 1333-80 Paris

Abonnements d'essai trois mois ; 5 francs
Paraît le vendredi

Guerre au Maroc, répression des grèves, attaque contre les fonctionnaires : Daladier prépare le terrain à Tardieu.

Contre la réaction montante, front unique des organisations ouvrières, pour la résistance et la riposte aux aspirants-Bonaparte!

LA GREVE DE STRASBOURG

Les ouvriers élargissent la solidarité

Deux mille travailleurs du bâtiment faisaient grève. Par solidarité tous les prolétaires de Strasbourg entrent à leur tour dans la bataille ; et l'effervescence gagne l'Alsace tout entière. Toute la population strasbourgeoise est aux côté des grévistes et tient tête vaillamment aux charges des gardes mobiles agissant comme en pays conquis. Tous les prolétaires de France suivent la bataille engagée en Alsace.

Marquons tout d'abord que le front unique d'organisation à organisation a été réalisé spontanément. Dans la délégation ouvrière qui se rendit au ministère du Travail se trouvaient des représentants des syndicats unitaires, confédérés et chrétiens. C'est un très gros point mais cela ne suffit pas. Il se produit évidemment des heurts, chacun défendant ses conceptions de la lutte. Jouhaux préfère fréquenter les ministres tandis que les unitaires parlent aux grévistes.

Le conflit ne peut trouver sa solution dans l'arbitrage de François Albert, ni non plus à Strasbourg même ; le mouvement doit être élargi aussi largement que possible. Il y a certes des conditions spécifiquement alsaciennes qui expliquent la force du mouvement actuel ; mais ce mouvement intéresse tous les travailleurs de France et c'est eux qu'il faut amener à agir. Le front unique, il faut l'étendre à toute la France. La direction de la C.G.T.U. doit s'adresser à la C.G.T. et à la Confédération des travailleurs chrétiens, les organisations unitaires en faire autant auprès des organisations confédérées et chrétiennes correspondantes pour leur proposer d'assurer en commun sur tout le pays la solidarité ouvrière : par meetings, démonstrations, grèves, etc.

Le patronat n'a pas triomphé malgré l'emploi de la violence mise à sa disposition par le gouvernement démocratique de Daladier. Il s'oriente vers les manœuvres de dissociation de marchandages, d'épuisement de la grève en longueur. Il faut répondre à cela par un renforcement et une organisation de la solidarité prolétarienne ; pour y aboutir, il faut réaliser le front unique à l'échelle nationale. Si la C.G.T.U. reste prisonnière des formules stalinistes, elle fera le jeu des chefs réformistes et des patrons.

La grève de Strasbourg survient quelques mois après la grève Citroën. Deux témoignages importants de la puissance potentielle considérable que renferme le prolétariat, de sa volonté de lutte. A Paris, on vit des milliers de prolétaires lutter pied à pied pour leurs salaires, pour leurs conditions d'existence, poursuivant la lutte dans l'usine, ayant par leur énergie tenu tête à un patron de combat féroce.

Aujourd'hui, ce sont non seulement les prolétaires qui luttent pour leurs salaires, c'est tout un peuple qui les appuie, exprimant par là son inquiétude du lendemain, sa volonté de vivre.

Avec l'arrivée de Hitler au pouvoir, la guerre se montra plus menaçante, le danger se précisa. Et qui pouvait le mieux ressentir ce danger, si ce n'est cette population d'Alsace-Lorraine qui, depuis des décades, sert de champ de bataille et n'échappe au joug de l'un que pour être soumise au joug de l'autre ? Hier, la botte prussienne, aujourd'hui, les gendarmes de l'impérialisme français. Que leur réserve le lendemain ?

Dans l'atmosphère particulièrement tendue de l'Europe depuis le triomphe du national-socialisme, c'est aux portes de l'Allemagne que tout un peuple victime perpétuelle de la guerre, se dresse. Contre l'impérialisme français, les travailleurs de France doivent soutenir la lutte des Alsaciens-Lorrains pour la libre disposition d'eux-mêmes pour le droit de se libérer du joug qui les opprime.

Le puissant mouvement gréviste de l'Alsace doit être mené à la victoire. Il faut pour cela *préciser* les objectifs de la lutte à toutes les étapes.

La grève générale est une grève de solidarité d'un haut niveau : il faut d'abord concentrer tout l'effort sur la revendication des ouvriers du bâtiment : une augmentation horaire de 0 fr. 50.

Ensuite, si la solidarité s'affirme dans d'autres corporations, il faut déposer des cahiers de revendications, de façon à généraliser cette riposte sur le terrain économique.

Les unitaires et les communistes doivent lutter pour un mouvement actif, ils doivent talonner pas à pas les dirigeants réformistes, démasquer leurs hésitations et leurs manœuvres mais sans briser le *front unique d'organisations* actuellement réalisé malgré les « théories » de la C.G.T.U.

Ne pas hésiter sur le terrain tactique, bien préciser l'objectif actuel du mouvement, c'est aider à la victoire.

Dans tout le pays, il faut passer à la solidarité effective. Envoyez des secours au comité de grève ! Faites connaître le mouvement ! Préparez-vous à votre tour à entrer dans la bataille !

LA TERREUR FASCISTE EN ALLEMAGNE

UNE NOUVELLE LEVÉE DE COMMUNISTES SE FORGERA DANS LA LUTTE

LE MEURTRE LEGAL D'ALTONA

Au matin du 4 août, les fascistes ont exécuté dans la cour de la prison d'Altona (Hambourg) les quatre camarades communistes, *August Luetgens, Walter Müller, Karl Wolf* et *Bruno Tesch*.

Les victimes d'Altona ont été condamnées pour s'être défendues contre les nazis attaquant un quartier ouvrier avec la permission du préfet de police social-démocrate Schönfelder. Cette provocation est encore dans la mémoire de tous, car elle fut le prétexte du coup d'Etat de Papen le 20 juillet 1932.

Des milliers d'ouvriers allemands, — malheureusement ce chiffre n'est pas exagéré — ont été, au cours des six mois du règne de Hitler, « abattus en train de fuir », « suicidés », torturés à mort par le fascisme. La résistance de la classe ouvrière mondiale a été trop faible. Le monde a d'autres soucis et ne veut pas comprendre le danger que constitue cette plaie cancéreuse au cœur de l'Europe.

Ainsi, le fascisme ose passer au meurtre légal. Il y a quelques jours, la brute enragée Goering, qui gouverne l'Allemagne sous le protectorat d'Adolf Hitler, a annoncé la peine de mort pour toute activité d'ordre antifasciste. Peu de jours plus tard, le meurtre d'Altona est venu confirmer que ses intentions étaient sérieuses.

Le sang versé à Altona démontre la gravité de la situation. Le sort de *Torgler, Dimitrov, Taneff* et des centaines d'autres ne sera pas meilleur, si la classe ouvrière internationale n'agit pas. L'action engagée sans délai, la coordination de toutes les forces est une nécessité urgente.

Honneur et vengeance pour nos chers morts! Lutte incessante contre le fascisme de famine en Allemagne et dans le monde entier ! Une large action internationale pour sauver Torgler, Dimitrov Taneff et tous les autres combattants de classe allemands, menacés de mort !

UNE NOUVELLE IGNOMINIE

Le *Vœlkische Beobachter* du 4 août parle d'une nouvelle méthode de lutte du fascisme allemand. A l'avenir, si des tracts communistes sont distribués, on arrêtera comme otage tous les communistes habitant les alentours. On a déjà inauguré cette méthode. C'est ainsi qu'on veut encourager des traîtres, des saboteurs et des lâches.

Cette méthode n'est pas nouvelle. C'est de cette manière que ceux qui gouvernent actuellement l'Allemagne, lorsqu'ils étaient de jeunes officiers pendant la guerre, ont assassiné déjà des milliers d'innocents, surtout en Belgique.

Les nazis ont commencé leur nouvelle guerre avec les anciennes méthodes. Ils ne s'arrêteront pas longtemps aux frontières de l'Allemagne. Seule l'action de la classe ouvrière internationale pourra les arrêter.

COMMENT ON PROCURE DU TRAVAIL EN ALLEMAGNE

Actuellement, 256 millions de pièces d'un mark en argent sont en circulation en Allemagne. Ces 256 millions vont être fondus, ce qui représentera 630 tonnes d'argent, d'une valeur de 25 millions de marks et pour 3 millions de marks de cuivre. Au lieu de la monnaie d'argent, il y aura la monnaie en nickel. On va donc frapper 250 millions de pièces de nickel, ce qui nécessite 1.125 tonnes de nickel d'une valeur de 3,7 millions de marks seulement.

Pratiquement, cela signifie l'inflation, car au lieu de la valeur-métal pure existante qui se monte à 28 millions de marks (argent et cuivre), il n'y aura en circulation qu'une valeur-métal de 3,7 millions de marks. Les 24,3 millions qui constitueront le bénéfice de cette opération reviendront au gouvernement, qui veut s'en servir pour procurer du travail. La provision d'argent résultant de ce procédé ne profitera pas au marché du travail en général ; cette somme disparaîtra dans les « sphères invisibles »; seuls quelques centaines d'ouvriers auront du travail pour 6 mois, pour la refonte et la frappe de la nouvelle monnaie.

En outre, le gouvernement a l'intention de mettre en plus en circulation 270 millions de marks en monnaie de nickel. Ensuite on retirera encore 1.430 marks de monnaie d'argent, qui seront remplacé par des monnaies de nickel. Le gouvernement prépare donc systématiquement l'inflation, car il enlève à l'économie le métal de valeur pour lui donner du nickel à la place. Cette transaction rapporte au gouvernement quelques centaines de millions de marks qu'il jettera dans le gouffre insatiable qu'est le capital. Voilà le véritable sens du travail que les fascistes procurent aux ouvriers.

TRAVAIL FORCE

En Allemagne centrale on est maintenant en train de construire le canal de l'Elster à la Saale. Le projet existe depuis quelques années, mais aucun gouvernement n'a jusqu'ici osé le réaliser à cause des énormes difficultés financières. Vu l'énormité de la défaite ouvrière, le gouvernement fasciste d'Hitler peut se permettre d'entreprendre cette construction. Il espère pouvoir abaisser les ouvriers à l'esclavage. L'ouvrier sera payé de la manière suivante :

1. On continuera à lui payer l'allocation de chômage (ce que jusqu'ici l'ouvrier recevait de toute façon) ;

2. 25 marks par mois en bons, et non pas en argent comptant, car le règlement dit : « Les bons donnent droit à l'acquisition de linge, etc., dans des maisons de vente qui sont *prêtes* à accepter ces bons. »

3. L'employeur est tenu de donner un repas chaud.

Pour le paragraphe 2, il faut encore ajouter ceci : « Selon les dernières lois, les grands magasins, les coopératives, les magasins à prix unique et les entreprises juives ne sont pas autorisées à accepter de tels bons, seules le peuvent les firmes indiquées par les nazis. On ne pourra donc pas en ce cas envoyer dans les camps de concentration les dirigeants des firmes que nous venons de nommer.

Car il est bien dit que les bons ne seront acceptés en payement que par les marchands qui sont prêts à le faire. Mais personne n'y est prêt, car que ferait le marchand de ces bons ? Il ne restera donc qu'une seule chose à faire pour l'ouvrier. Il n'y aura qu'un seul endroit où il sera sûr de pouvoir utiliser son bon avec certitude, c'est aux W.-C.

Pour le paragraphe 3, notons encore que le repas chaud sera donné par l'employeur sous forme de soupe militaire fournie par les nazis. Chaque ouvrier peut facilement s'imaginer ce que sera ce repas.

Cette façon de procurer du travail exercera encore une pression sur les salaires des ouvriers encore occupés à l'usine. Tous les contrats de travail vont venir à échéance en septembre et c'est un nouveau danger pour la classe ouvrière.

NOUVELLES ARRESTATIONS

En l'espace de deux semaines nous avons assisté, en Allemagne, à deux actions de grande envergure. Le butin a été satisfaisant pour les fascistes. Dans presque toutes les villes, des communistes ont été arrêtés ; dans certains endroits même des directions entières, ce qui paralyse pour l'instant le travail.

A *Breslau*, la cinquième direction régionale a déjà été arrêtée et après coup le parti a dû constater que dans la direction régionale du P.C., il y avait un mouchard fasciste qui, à chaque coup, a pu « échapper » à l'arrestation. A *Stuttgart*, 200 communistes ont été arrêtés. A *Leipzig*, il y a eu 300 perquisitions et plusieurs centaines d'arrestations, parmi lesquelles se trouvent des camarades de l'opposition de gauche.

Au cours de sa dernière action, la police de *Hambourg* a arrêté 23 communistes, au nombre desquels se trouve toute la direction du P. C. A., avec [illegible] — autrefois dirigeant du P.C.A. de [illegible], puis Karl [illegible], et le secrétaire du parti Egon Nickel.

Le fascisme ne fait pas de distinction entre ouvriers révolutionnaires appartenant au parti socialiste, membres officiels du P.C.A., membres de l'Opposition de gauche, du S.A.P. et de l'Opposition de droite.

ATTENTION AUX PROVOCATEURS

La semaine dernière, un commissionnaire voulait livrer à un fonctionnaire connu une caisse de savon en paillettes. Le fonctionnaire refusa la caisse, flairant la provocation. Le commissionnaire prétendit avoir des soupçons; il ouvrit la caisse et à son grand étonnement il constata qu'elle contenait des matériaux communistes. Le commissionnaire reçut une récompense de la police ; le fonctionnaire fut arrêté, malgré le refus d'accepter l'envoi. Il va de soi que la caisse a été envoyée par la police elle-même. Le rapport de police dit que si la caisse avait été acceptée, elle n'aurait rien découvert. Voilà en quoi consiste la dernière méthode de la police : elle veut allécher les ouvriers pour qu'ils acceptent les envois, et pour pouvoir ensuite en faire un motif pour les perdre.

LE « VOLKISCHER BEOBACHTER » REMERCIE « L'HUMANITE »

Le *Volkischer Beobachter* (organe officiel du parti national-socialiste), écrit le 4 août :

« Le journal communiste l'*Humanité* rend à ses camarades d'idée restés en Allemagne un bien mauvais service très avantageux pour nous. Ces temps derniers, ce journal a publié à plusieurs reprises des lettres dans lesquelles des communistes allemands font une description détaillée de leur travail illégal dans les usines de Berlin et de Hambourg. Une partie seulement de ces lettres était falsifiée, mais les autres, à des détails que seul un familier de la question peut discerner, ont été sans peine reconnues comme authentiques. La police secrète d'Allemagne, qui sait aussi lire le français, ne restera certainement pas insensible à des aveux aussi ouverts. »

Sans commentaire.

Voilà les conséquences des compte rendus staliniens. Dans la mesure où ils sont mensongers (grèves à Neukölln, Hennigsdorf, etc.), ils nuisent aux ouvriers français. Les stalinistes, par leurs vantardises imprudentes, détruisent ce qui reste de leur organisation en Allemagne. La renaissance du communisme en Allemagne ne pourra s'effectuer que sans et contre les staliniens.

Les conditions de la lutte sont dures. Elles nécessitent avant tout du sérieux, de la patience. Se targuer, comme font les Staliniens, de résultats imaginaires, ou bien faire naître des espoirs inconsidérés, c'est préparer de nouvelles déceptions.

Selon eux, le fascisme ne devait pas tenir plus de quelques semaines. Voici plus de 6 mois qu'il est au pouvoir et qu'il poursuit son régime de terreur. Il faut s'appuyer sur une perspective juste, et partir de là pour forger le nouveau parti communiste nécessaire.

RECTIFICATION

Dans le numéro 166 de la *Vérité*, notre collaborateur allemand fait une citation extraite du *Funke* de Berlin. Mais cette citation ne provient pas, comme le suppose à tort notre collaborateur, de l'organe des fonctionnaires du P.C.A. de Berlin, mais comme nous écrivent nos camarades allemands, d'un organe hectographié intitulé aussi *Der Funke*, paraissant également à Berlin et émanant d'un petit groupe ouvrier exclu du P.C.A. depuis des années. L'erreur de notre collaborateur est due aux complications des conditions illégales de l'Allemagne.

Lire en 2e page.
Le fascisme et les mots d'ordre démocratiques
par L. TROTSKY
en 4e page
Projet de thèses sur la question syndicale.

Le Congrès de la Fédération Syndicale Internationale

L'Internationale des Syndicats réformistes vient de tenir son 6e Congrès à Anvers. Sous le signe de l'écrasement des Syndicats libres allemands, par le fascisme, de la non-résistance des 5 millions d'adhérents aux décision du Dr Ley, du rampement infect et inutile des Leipart et des Grassmann devant Hitler. C'était là une perte fort lourde pour la F.S.I., obligée de fuir de Berlin et de trouver un asile dans la « dernière tranchée de la liberté ».

Perte si lourde qu'il semblait que ç'en était fini de la Fédération syndicale Internationale.

Le fait même de la tenue de ce Congrès semble démentir un tel pronostic. En réalité, il vient de se produire une transformation de la F.S.I., transformation correspondant à des buts pour lesquels Jouhaux n'a pas ménagé ses efforts.

Quoique politiquement liée à l'Internationale socialiste, quoique reposant sur une base prolétarienne plus considérable, la F.S.I. a des caractères bien différents de l'I.O.S.; une comparaison entre le Congrès d'Anvers et la conférence de l'I.O.S. du Palais de la Mutualité le fera voir nettement. Chaque section de la F.S.I. est plus intimement liée à son capitalisme que la section correspondante de la IIe Internationale ; la bureaucratie y est plus développée ; dans les Congrès internationaux, les intérêts de chaque capitalisme s'y manifestent de façon plus accusée. C'est ainsi qu'il y a quelques années, les Allemands avaient obtenu, non sans mal, que le siège de la F.S.I. soit chez eux et non en Angleterre et, dans une grande mesure, cela servit l'impérialisme allemand à Genève par l'intermédiaire du B.I.T. La victoire de Hitler devait entraîner une modification du rôle de l'Internationale d'Amsterdam.

Au Congrès d'Anvers, on manifesta une haine très vive envers le communisme. C'est le délégué hollandais Kupers qui se montra le plus agressif : « Nous devons prendre nettement position contre le communisme. Nous ne faisons pas de différence entre le communisme et le fascisme. Les deux mouvements sont basés sur la violence. Le communisme nourrit le fascisme (Applaudissements). » Et dans une autre intervention : « Les socialistes et syndicalistes hollandais ont créé un bureau permanent qui organise la lutte contre le fascisme et le communisme. Ce bureau répond immédiatement par une circulaire à chaque circulaire fasciste ou communiste. » Ce fut un des aspects de la lutte contre la « dictature sous toutes ses formes ».

L'autre aspect concernait le fascisme et servit à faire appel pour la démocratie. L'un après l'autre, les orateurs venaient clamer devant le Congrès : « La démocratie est menacée ». Ce thème servit aussi bien à Citrine (des Syndicats anglais) qu'à Vandervelde (de l'I.O.S.), ou à Butler (du B.I.T.). Il servit surtout à Jouhaux qui exploita à fond ce thème pour la lutte de l'impérialisme français contre l'impérialisme allemand.

A un délégué suédois qui, élevé dans l'ancienne tradition des syndicats allemands avait émis des doutes sur la force du mouvement syndical français, Jouhaux répondit aux applaudissements du Congrès : « Il (le mouvement syndical français) ne laissera pas instaurer le fascisme en France. Nous savons imposer le respect des organisations ouvrières à nos gouvernants ».

Mais c'est surtout lors de son discours sur la guerre que Jouhaux démasqua complètement ses objectifs : « Un certain nombre de peuples, déclara-t-il, ont eu des défaillances regrettables. Ces peuples ont créé une atmosphère irrespirable... » C'est déjà le langage du temps de guerre : Il y a des peuples coupables qui méritent un juste châtiment !

Et, ayant dénoncé ces peuples fautifs qui mettent en péril la démocratie, Jouhaux vient faire approuver par la F.S.I. la revendication de l'impérialisme français, « champion de la démocratie » : « Il faut empêcher, insiste-t-il, que nos gouvernements arment les dictatures contre la démocratie ». C'est la thèse française à la Société des Nations : pour la sécurité de la dernière tranchée de la liberté, pas de réarmement de l'Allemagne.

La F.S.I. est ainsi devenue un instrument auxiliaire de l'impérialisme français. Au nom de la démocratie contre la dictature. Les fameuses manœuvres des impérialistes de l'Entente pendant la guerre, les conférences de socialistes des pays alliés, ont déjà eu, dans la situation actuelle, leur pendant dans le Congrès d'Anvers.

Inutile de dire que la politique des Syndicats rouges qui a réduit à presque rien l'influence communiste dans les Syndicats devait inévitablement se traduire à Anvers par l'absence complète de manifestation d'une pensée révolutionnaire dans les Syndicats. Le plus à gauche de tous les orateurs, le polonais Alter, fut écarté dédaigneusement, en quelques phrases, par Jouhaux. Et ce délégué n'avait pourtant défendu qu'une position tout à fait dans le cadre des déclarations traditionnelles des socialistes de gauche.

L'ébranlement qui, après la victoire de Hitler, s'est produit dans les rangs de la IIe Internationale, ne peut pas ne pas se manifester dans les Syndicats réformistes. Il ne s'agit certes pas de conquérir l'appareil d'Amsterdam, la F.S.I. est un instrument de tel ou tel impérialisme ; elle ne sera jamais un instrument du prolétariat. Mais il s'agit de guider, de fortifier, de renforcer ce courant à gauche et de l'amener sur des positions révolutionnaires fermes. C'est en revenant aux thèses du 3e Congrès de l'I.C. que les communistes rempliront cette tâche et saperont l'influence des chefs de la F.S.I. sur la classe ouvrière.

Il faut lutter pour la libération de Victor-Serge Rakovsky et de nos milliers de camarades

Sommé par le Congrès de la Fédération Unitaire de l'Enseignement à Reims, le 6 août 1933, de s'expliquer sur le cas Victor-Serge, le délégué de la Fédération soviétique des instituteurs, *Chatsky*, déclara *officiellement* ceci à la tribune :

« *Victor-Serge ainsi que d'autres « trotskystes » faisait partie d'un groupe contre-révolutionnaire qui vient d'être découvert. Il y aura un procès public à Moscou, et alors des accusations et des preuves seront apportées.* »

C'est une réponse. 300 délégués l'ont entendue. Les ouvriers doivent la connaître. Le sens en est le suivant : Staline prépare contre l'opposition un « procès » monté de toutes pièces à l'aide d'agents provocateurs, et compte ainsi justifier les mesures de sa police ! Les délégués soviétiques au Congrès de l'Enseignement ont été incapables de fournir le moindre fait contre l'opposition, et se sont simplement retranchés derrière l'autorité du Guépéou. Néanmoins, ils ont dû annoncer qu'*un procès aurait lieu*.

Il faut immédiatement étendre l'agitation ; exiger le procès et la participation de défenseurs qualifiés, *d'avocats communistes occidentaux* à ce procès !

La presse réactionnaire vient, une fois de plus, de compléter le travail de l'*Humanité*. M. Gallus-Latzarus écrit dans l'*Intran* au sujet de Victor-Serge :

« ...C'est un Russe, autant que je puisse comprendre, et qui a lié partie d'abord avec des assassins français, puis avec les révolutionnaires espagnols, puis avec les bolcheviks.

« ...Vous oubliez tout ce qu'il a fait, vous négligez tout ce qu'il pourra faire, sous prétexte qu'il a bien voulu écrire dans notre langue cinq ou six petits volumes. Mais je connais un bon nombre d'écrivains français qui ont lutté pour la France et qui ont pourtant grand'peine à vivre. Souffrez que je m'intéresse à eux tout d'abord, avant de m'occuper d'un homme qui n'a jamais servi que sous le général Bonnot et n'a usé de notre hospitalité que pour s'affilier à des bandits ».

Continuons à protester !

"La Vérité" a besoin du concours de tous ses lecteurs

SOUSCRIPTION POUR « LA VERITE »

3e liste

Orsoni	20 fr.
Lemoine	10 —
Un membre de l'Emancipation de la Corse	10 —
H. K.	10 —
Cazaubon	20 —
Liste 187 (Nad 5, Lambert 5 Vincent 5, Bar 5)	20 —
Total	90 fr.
Total général	603 —

Nous avons demandé à nos amis 5.000 francs ! C'est peu. Cependant notre appel n'a pas été suffisamment entendu. Les deux premières listes ont fourni 513 francs. Nous sommes aujourd'hui à 603 francs. C'est très insuffisant.

Il faut que chacun le sache. Notre situation financière est très précaire. Nous sommes exposés, d'une semaine à l'autre, à ne pas paraître.

Qui ne comprend aujourd'hui la nécessité de faire paraître régulièrement notre journal ? Mais combien sont-ils nos amis qui mettent régulièrement la main à la poche ?

Camarade, envoie-nous « cette semaine » ta souscription ! Compte chèque postal : Naville 1333-80, Paris.

Il faut lire :

Unser Wort

Organe de la section allemande de l'Opposition internationale.

Le n° 10 vient de nous parvenir. Prix du n° 1 franc. Ecrivez à la Vérité.

Dans quelque jours paraîtra en brochure:

Que s'est-il passé en Allemagne ?

Marxisme contre Stalinisme

Un recueil et une confrontation des textes sur l'évolution des événements d'Allemagne.

Prix de l'exemplaire	0 fr 50
10 exemplaires	4
20 exemplaires	8

L. TROTSKY

Fascisme et mots d'ordre démocratiques

I. — Est-il vrai que Hitler a détruit les « préjugés démocratiques » ?

La résolution d'avril du présidium du Comité Exécutif de l'I. C. sur « La situation en Allemagne », entrera, il faut le croire, dans l'histoire, comme le témoignage définitif de l'insolvabilité des épigones de l'Internationale Communiste. La résolution est couronnée par des prognoses dans lesquels tous les vices et préjugés de la bureaucratie staliniste atteignent leur point culminant. « *L'instauration d'une dictature fasciste déclarée*, dit la résolution en caractères gras, — *en détruisant toutes les illusions démocratiques au sein des masses et en les libérant de l'influence social démocrate, accélère les rythmes du développement, de la révolution prolétarienne en Allemagne.* »

Le fascisme apparait donc, contre toute attente comme la locomotive de l'histoire: il détruit les illusions démocratiques, il libère les masses de l'influence social-démocrate, IL accélère le développement de la révolution prolétarienne. La bureaucratie staliniste se décharge sur le fascisme de l'exécution de toutes les tâches fondamentales, dont elle s'est personnellement, démontrée incapable de venir à bout.

Théoriquement, la victoire du fascisme est le témoignage évident de ce que la démocratie s'est elle-même épuisée ; mais, pratiquement, le régime fasciste conserve les préjugés démocratiques, les ressuscite à nouveau, les implante dans la jeunesse et même est capable de leur donner, pour un bref délai, une plus grande force. C'est en ceci que consiste l'une des plus importantes manifestations du rôle historique *réactionnaire* du fascisme.

Les doctrinaires pensent au moyen de schémas. Les masses pensent au moyen des faits. La classe ouvrière prend les événements, non pas comme une expérimentation au profit de telle ou telle « thèse », mais comme des changements vivants des destinées du peuple. La victoire du fascisme pèse, sur la balance du développement politique, des millions de fois plus lourd que le prognose qu'on peut en déduire pour un avenir indéterminé. Si, de la faillite de la démocratie, eût pris naissance la domination du prolétariat, alors le développement de la société, de même que celui de la conscience des masses, eût fait un énorme bond en avant. Mais comme, en fait, c'est la victoire du fascisme qui est née de la faillite de la démocratie, la conscience des masses, — pas pour toujours évidemment — a reculé de beaucoup. La destruction de la constitution de Weimar, par Hitler en finira aussi peu avec les illusions démocratiques que l'incendie du Reichstag est capable de consommer le crétinisme parlementaire.

2. L'exemple de l'Espagne et de l'Italie

Le fascisme et la démocratie, avons-nous entendu quatre années de suite, NE S'EXCLUENT PAS, MAIS SE COMPLÈTENT L'UN L'AUTRE. Comment se fait-il alors que la victoire du fascisme puisse une fois pour toutes liquider la démocratie ? Il serait bon d'entendre à ce sujet les explications de Boukharine, Zinoviev ou de Manouilsky « soi-même ».

La dictature militaire et policière de Primo de Rivera fut déclarée par l'I. C. comme étant fasciste. Mais si la victoire du fascisme signifie la liquidation définitive des préjugés démocratiques, comment expliquer que la dictature de Primo de Rivera ait fait place à une république bourgeoise ? A vrai dire, le régime de Primo de Rivera était loin d'être fasciste. Mais, en tout cas, il avait ceci de commun avec le fascisme, que sa naissance était le résultat de la banqueroute du régime parlementaire. Ceci ne l'a d'ailleurs pas empêché, lorsqu'il annonça sa propre faillite de céder sa place au parlementarisme démocratique.

On peut tenter d'objecter que la révolution espagnole était, par sa tendance, une révolution prolétarienne, et que seulement la social-démocratie, alliée à d'autres républicains, réussit à retenir son développement au stade du parlementarisme bourgeois. Mais, cette considération, juste en soi, n'a fait qu'accentuer plus fortement notre pensée : si la bourgeoisie démocratique a réussi à paralyser la révolution prolétarienne, c'est principalement grâce à ce que *sous l'oppression de la dictature « fasciste » les illusions démocratiques ne se sont pas affaiblies mais renforcées.*

Est-ce que, durant les dix années de despotisme de Mussolini, les « illusions démocratiques » ont disparu en Italie ? Les fascistes eux-mêmes voudraient bien représenter ainsi les faits. En réalité les illusions démocratiques ont acquis une force nouvelle. Durant cette période, une nouvelle génération a poussé, qui, politiquement, n'a jamais vécu dans des conditions de liberté, mais par contre connait trop bien ce qu'est le fascisme : c'est là une matière brute pour la démocratie vulgaire. L'organisation « Justice et Liberté » diffuse non sans succès, en Italie, sa littérature démocratique illégale. Les idées démocratiques, trouvent donc des disciplines prêts à se sacrifier. Même les lieux communs plats du monarchiste libéral, le comte Sforza, se diffusent sous forme de brochures illégales. Tel est le recul dans lequel l'Italie s'est trouvée rejetée durant ces années.

Pourquoi en Allemagne, le fascisme serait appelé à jouer un rôle, diamétralement opposé à celui qu'il a joué en Italie, cela reste incompréhensible. Ou bien « l'Allemagne n'est pas l'Italie » ? Le fascisme victorieux est, en réalité, non pas la locomotive de l'histoire mais son frein gigantesque. De même que la politique de la social démocratie a préparé la victoire de Hitler, de même le régime du national-socialisme conduit inévitablement à faire réchauffer les illusions démocratiques.

3. — La social-démocratie peut-elle renaître ?

Les camarades allemands témoignent que les ouvriers sociaux démocrates et même de nombreux bureaucrates sociaux-démocrates sont « désillusionnés » de la démocratie. De l'état d'esprit critique des ouvriers réformistes, nous devons tirer tout ce que faire se peut dans l'intérêt de leur éducation révolutionnaire. Mais il faut en même temps comprendre clairement l'ampleur réelle des « désillusions » des réformistes de la démocratie. Les bonzes sociaux-démocrates injurient la démocratie afin de se justifier. Ne désirant pas avouer qu'ils se sont révélés de méprisables poltrons, incapables de lutter même pour la démocratie par eux créée et pour les sinécures rémunératrices qu'ils s'y sont constituées, ces messieurs rejettent sur la démocratie inconstante leur propre responsabilité. Ce radicalisme, comme nous le voyons, n'est pas seulement bon marché, mais en outre foncièrement faux! Il suffira à la bourgeoisie de faire signe demain du petit doigt aux « désenchantés » pour qu'ils se lancent tête baissée, dans une nouvelle coalition. Dans la masse des ouvriers sociaux démocrates il se développe, évidemment, une réelle aversion envers les tromperies et mirages de la démocratie. Mais dans quelles proportions ? La plus grande partie des sept à huit millions d'électeurs sociaux-démocrates se trouvent dans un état de désorientation, de sombre passivité et de capitulation devant les vainqueurs. En même temps, sous la botte du fascisme, se formera une nouvelle génération prolétarienne pour laquelle la constitution de Weimar sera une tradition historique. Par quelle voie se fera la cristallisation politique dans la classe ouvrière ? Cela dépend de beaucoup de conditions, y compris, évidemment de notre politique.

Historiquement ne se trouve pas exclue une substitution directe et immédiate d'un gouvernement ouvrier au régime fasciste. Pour la réalisation de cette possibilité il est indispensable, que dans le processus de la lutte contre le fascisme se constitue un imposant parti communiste illégal, sous la direction duquel le prolétariat puisse conquérir le pouvoir. Tout ce qui peut être fait dans le sens de ce résultat doit être fait. Mais il faut malgré tout dire que la création dans l'illégalité d'une telle sorte de parti révolutionnaire, est peu probable et dans tous les cas n'est pas assurée par avance. Le mécontentement, la révolte, la fermentation dans les masses grandiront à un certain moment beaucoup plus rapidement que la formation illégale d'un parti d'avant-garde. Et toute imprécision dans la conscience des masses ira inévitablement au profit de la démocratie.

Ceci ne signifie nullement qu'en Allemagne, après la chute du fascisme on doive passer à nouveau par une longue école de parlementarisme. Le fascisme n'effacera pas l'expérience politique antérieure, et sera encore moins en état de modifier la structure sociale de la nation. Attendre une nouvelle grande époque démocratique dans le développement de l'Allemagne serait un profond égarement. Mais dans le réveil révolutionnaire des masses les mots d'ordre démocratiques constitueront inévitablement le premier chapitre.

Même, si la marche ultérieure de la lutte ne permettait en général, nullement à un gouvernement démocratique de renaître, même pour un seul jour, — ceci est fort possible, — la lutte elle-même ne peut se développer sans les mots d'ordre démocratiques ! Un parti révolutionnaire, qui tenterait de sauter par dessus ce stade, s'y briserait les jambes.

A cette perspective générale se trouve intimement lié le problème de la social-démocratie. Reviendra-t-elle à nouveau en scène? L'ancienne organisation est morte pour toujours. Mais ceci ne signifie nullement que la social-démocratie ne peut pas renaître sous un nouveau masque historique. Les partis opportunistes tombent et s'écroulent sous les coups de la réaction, aussi facilement qu'ils ressuscitent sous la première reviviscence politique. En Russie nous l'avons vu par l'exemple des mencheviks et des S. R. La social-démocratie allemande peut non seulement renaître mais conquérir une grande influence, si le parti révolutionnaire prolétarien, au lieu d'une attitude dialectique envers les mots d'ordre de la démocratie, lui oppsait une « négation » doctrinaire. Le présidium de l'I C., dans cette occasion comme dans beaucoup d'autres reste l'aide avantageux du réformisme.

4° Les brandlériens approfondissent les staliniens

La confusion sur le problème des mots d'ordre démocratiques est le plus profondément apparue dans les thèses programmatiques du groupe opportuniste Brandler-Thalheimer (de « la lutte contre le fascisme »). Le parti communiste, disent ces thèses, « doit unifier les manifestations du mécontentement de TOUTES (!) les classes contre la dictature fasciste » (*Gegen den Strong* n° 5. page 7 le mot « toutes » souligné dans l'original). En même temps les thèses avertissent avec persévérance que : « les mots d'ordre transitoires ne peuvent être du genre démocratico-bourgeois ». Entre ces deux positions, dont chacune est fausse, il y a une insurmontable contradiction. Avant tout la formule de l'unification du « mécontentement de TOUTES les classes » sonne étrangement à nos oreilles. Les marxistes russes ont parfois abusé d'une telle formule dans la lutte contre le TSARISME. De cet abus naquit la conception menchevique de la révolution, par la suite expérimentée par Staline en Chine. Mais, en Russie, il s'agissait, tout au moins, du conflit de la nation bourgeoise avec la caste monarchiste. Dans quel sens, peut-on parler de la lutte de « toutes les classes » d'une nation bourgeoise contre le fascisme, qui est l'arme de la grosse bourgeoisie contre le prolétariat ? Il serait instructif de voir comment Thalheimer, fabriquant de lieux communs théoriques, unifierait le mécontentement d'Hugenberg — car lui aussi est mécontent — avec le mécontentement des chômeurs. Comment d'autre part, peut-on unifier le mouvement de « toutes les classes » sans se situer sur la base de la démocratie bourgeoise ? En vérité c'est là un classique aliage d'opportunisme et d'ultra-radicalisme verbal !

Le mouvement du prolétariat contre le fascisme prendra un caractère de plus en plus de masse dans la mesure où la petite bourgeoisie sera désillusionnée du fascisme, isolant le sommet des possédants aussi bien que l'appareil gouvernemental. La tâche du parti prolétarien consistera à utiliser l'affaiblissement de la pression de la réaction petite-bourgeoise dans le but d'élever l'activité du prolétariat, et pour aiguiller en outre l'activité du prolétariat sur la voie de la conquête des basses couches de la petite-bourgeoisie.

En vérité l'accroissement du mécontentement des couches intermédiaires et celui de la résistance des ouvriers créeront des fissures dans le bloc des classes possédantes et incitera leur « aile gauche » à chercher des liaisons avec la petite-bourgeoisie. La tâche du parti prolétarien envers l'aile « libérale » des possédants, consistera, vraiment, non pas à l'inclure dans le bloc de « toutes les classes » contre le fascisme, mais au contraire, à lui déclarer dès l'abord, du premier coup, une lutte décidée pour l'influence sur les basses couches de la petite-bourgeoisie.

Sous quels mots d'ordre politique se fera cette lutte ? La dictature d'Hitler a directement surgi de la démocratie de Weimar. Les représentants de la petite-bourgeoisie lui ont, de leurs propres mains, donné mandat pour la dictature. Si on admet un développement très favorable et rapide de la crise du fascisme, alors la revendication de la convocation du Reichstag avec la participation de tous les députés qui en ont été exclus peut, à un certain moment, unir le prolétariat avec les larges couches de la petite-bourgeoisie. Si la crise éclate plus tard, le souvenir même du Reichstag se trouvera effacé, et le mot d'ordre de nouvelles élections peut acquérir une plus grande popularité. Nous ne disons pas que le développement doit forcément se faire dans cette voie. Il suffit qu'une telle voie soit possible. Se lier les mains vis-à-vis des mots d'ordre démocratiques transitoires, qui peuvent nous être imposés par nos alliés petits-bourgeois et les couches arriérées du prolétariat lui-même, serait un doctrinarisme funeste.

Brandler et Thalheimer considèrent, en outre, que nous ne devons intervenir que pour les « droits démocratiques des travailleurs : droit de réunion, d'association, liberté de la presse, droit de coalition et de grève ». Pour accentuer encore plus leur radicalisme, ils ajoutent : « ces revendications doivent être sévèrement distinctes ! de celles démocratico-bourgeoises pour les droits démocratiques *pleins et entiers* ». Il n'y a pas une figure plus pitoyable, que celle d'un opportuniste qui prend entre ses dents le couteau de l'ultra-radicalisme !

La liberté de réunion et de presse RIEN QUE pour les travailleurs n'est concevable autrement que sous la dictature du prolétariat, c'est-à-dire, avec la socialisation des édifices, des imprimeries, etc... Il se peut que la dictature prolétarienne sera contrainte aussi en Allemagne, d'édicter des lois spéciales contre les exploiteurs, cela dépend du moment historique, des conditions internationales, du rapport des forces intérieures. Mais il n'est nullement exclu qu'ayant conquis le pouvoir, les ouvriers d'Allemagne se révéleront suffisamment puissants pour offrir la liberté de réunion et de presse même aux exploiteurs d'hier, c'est-à-dire en rapport avec leur réelle influence politique et non à la mesure de leur caisse : la caisse sera expropriée. Ainsi même pour la période de la dictature du prolétariat il n'y a aucune raison de limiter d'avance principalement la liberté de réunion et de presse RIEN QUE pour les travailleurs. Le prolétariat peut être CONTRAINT à cette limitation, mais ce n'est pas une question de principe. Il est doublement absurde d'avancer des revendications semblables dans les conditions de l'Allemagne actuelle, lorsque la liberté de presse et de réunion existe pour tous, sauf pour les travailleurs. La renaissance de la lutte prolétarienne contre le bagne fasciste se fera, pour le moins, en premier lieu, sous les mots d'ordre : donnez-nous aussi, à nous ouvriers, le droit de réunion et de presse.

Les communistes mèneront, évidemment, à ce stade la propagande en faveur du régime soviétique, mais, en même temps ils soutiendront tout mouvement réel des masses sous les mots d'ordre démocratiques, et, où ils le pourront, prendront sur eux l'initiative d'un tel mouvement.

Entre le régime de la démocratie bourgeoise et le régime de la dictature du prolétariat il n'y a pas de troisième régime de « démocratie des travailleurs ». Il est vrai, que la république espagnole a pris pour titre « république des travailleurs » dans le texte même de sa constitution. Mais c'est là une formule de charlatanisme politique. La formule brandlérienne de la démocratie « rien que pour les travailleurs » jointe à la tactique d'unification de « toutes les classes » est comme spécialement conçue pour brouiller et briser l'avant-garde révolutionnaire sur les problèmes les plus importants : comment et dans quelles limites s'adapter aux mouvements petits-bourgeois et de la masse des ouvriers arriérés. Quelle concession leur faire sur les problèmes du rythme du mouvement et des mots d'ordre transitoires, pour rassembler avec d'autant plus de succès le prolétariat sous le drapeau de sa propre dictature révolutionnaire.

Au 7e Congrès du P. C. R., en mars 1918, Lénine, lors de l'élaboration du programme du parti, mena une lutte décidée contre Boukharine, qui considérait qu'il faut une fois pour toutes faire une croix sur le parlementarisme, puisqu'il était historiquement « liquidé ». « Nous devons... — lui répondait Lénine — écrire un nouveau programme du pouvoir soviétique, sans renoncer à l'utilisation du parlementarisme bourgeois. Penser que nous ne serons plus jamais rejetés en arrière — est utopique... Lors de tout recul, si les forces ennemies nous chassent sur cette vieille position, nous tendrons avec l'expérience conquise, — vers le pouvoir soviétique... »

Lénine intervenait contre le doctrinarisme antiparlementaire même dans le cas d'un pays déjà conquis par le pouvoir soviétique : il ne faut pas se lier les mains, — enseignait-il à Boukharine, — car on peut nous rejeter en arrière sur des positions déjà dépassées par nous. En Allemagne il n'y a pas eu et il n'y a pas de dictature prolétarienne, mais par contre existe la dictature fasciste : l'Allemagne est rejetée en arrière même de la démocratie bourgeoise. Se refuser d'avance, dans ces conditions, à utiliser les mots d'ordre démocratiques et le parlementarisme bourgeois, signifie frayer la voie libre à un parti social-démocrate d'une formation nouvelle.

L. Trotsky.

Prinkipo, 14 juillet 1933.

Salut à Trotsky

DU CONGRES NATIONAL DE LA FEDERATION UNITAIRE DE L'ENSEIGNEMENT :

Le congrès de la Fédération unitaire de l'enseignement a voté une résolution exigeant la libération de Victor Serge de Rakovsky, de Riazanov, des milliers de prolétaires déportés et stigmatisant les provocations du journal « l'Humanité » contre le camarade Trotsky.

Nous publierons la semaine prochaine cette résolution, dont les staliniens n'ont pas osé souffler mot dans « l'Humanité ».

DU COMITE DIRECTEUR DE L'OPPOSITION DE GAUCHE ITALIENNE :

Léon Trotsky, le frère d'arme de Lénine, « l'épée de la Révolution d'Octobre », selon l'expression incisive de Radek, le créateur de l'Armée rouge, le pionnier du « plan » économique soviétique, le plus grand chef vivant du communisme mondial — expulsé par la violence de la Guépéou du territoire de l'U. R. S. S. — vient d'obtenir de la « démocratie » française l'autorisation à résider sur le territoire de la République. Ce fait, qui inspire à tous les ouvriers honnêtes et conscients la plus grande et profonde réflexion :

1) Sur la dégénérescence de l'Etat soviétique, créé par la volonté du prolétariat en armes sous la direction clairvoyante de Lénine et de Trotsky : séquestré aujourd'hui dans les mains de la bureaucratie stalinienne, myope et dilapidatrice des conquêtes mêmes de la Révolution d'Octobre.

2) Sur les contradictions du capitalisme et de la démocratie bourgeoise, ou contrainte sur le sol français à ouvrir ses portes aux soldatesques prussiennes pour écraser la Commune en armes ; ou obligée d'accueillir entre ses murs les réfugiés de la Commune allemande vaincue par les ordres d'Hitler, ainsi que les réfugiés chassés par la réaction triomphante en d'autres pays.

Ce fait — l'asile de Trotsky en France — a été, au contraire, pour la bureaucratie stalinienne seulement l'occasion nouvelle pour une campagne de calomnies honteuses contre l'artisan et le continuateur de la victorieuse Révolution d'Octobre et contre l'opposition de gauche internationale.

Jamais encore la bureaucratie stalinienne ne nous avait donné une telle mesure du degré de bassesse et de corruption politique, idéologique et morale dont elle a fait preuve à l'occasion de la venue du camarade Trotsky en France. Le spectacle offert par la prose révoltante de la presse communiste officielle dans cette occasion n'est en réalité que le spectacle de l'isolement et de l'état de décomposition manifeste dans lequel se trouve la bureaucratie stalinienne, surtout après la terrible épreuve de la défaite allemande.

Il ne peut y avoir un seul travailleur honnête et conscient qui n'ait manifesté du dégoût et du mépris vis-à-vis des ordures de cette presse à l'adresse du compagnon de Lénine. Mépris et dégoût sont les seules manifestations que peut engendrer dans les ouvriers l'ignoble effort accompli par des gens irresponsables dans la tentative stupide de qualifier Trotsky de « garde blanc », d' « agent du fascisme. »

La section italienne de l'opposition de gauche internationale (bolcheviks léninistes) est sûre d'interpréter la volonté et les sentiments de tous les travailleurs révolutionnaires italiens, en adressant l'expression de leur sympathie et de leur solidarité au camarade Trotsky et aux milliers de bolcheviks léninistes déportés par Staline à cause de leur fidélité aux principes et aux buts internationaux de la Révolution d'Octobre.

DES CAMARADES INDOCHINOIS :

Des étudiants et travailleurs indochinois, réunis le 2 août, considèrent comme seulement dignes des organisateurs de la défaite prolétarienne les abaiements et l'appel au meurtre contre le créateur de l'Armée rouge et le seul chef vivant de l'Octobre 1917.

Protestent énergiquement contre la campagne d'excitation continue de l'irresponsable B. P. du P. C. et en rejettent toutes les conséquences sur les bureaucrates impuissants devant le fascisme hitlérien, tout juste bons à organiser des congrès antifascistes de triste mémoire à la salle Pleyel afin d'empêcher la classe ouvrière de comprendre le chef de la Révolution, le seul qui lui ait donné une politique antifasciste conséquente.

Se solidarisent entièrement avec la campagne que vous menez pour assurer contre les rêveurs du « socialisme dans un seul pays » la vie à celui qui a su rester à une heure tragique de l'Histoire le plus grands des bolcheviks léninistes.

D'UN MEMBRE DE « L'EMANCIPATION DE LA CORSE » :

« TROTSKY INDESIRABLE EN CORSE »

C'est ce que proclame une résolution votée, à l'unanimité, dans une assemblée générale de l'Emancipation de la Corse et reproduite dans l'Huma du 27-7-33.

Quant à l'Emancipation de la Corse, elle se prétend au-dessus des partis. Mieux : au-dessus des classes (on refusa d'insérer, dans les statuts, le mot « lutte de classe », malgré les efforts de Léandri). Quand Berthon, qui avait mené campagne contre l'expédition militaire en Corse (novembre 1931), quitta le parti, le bureau se refusa à entamer campagne contre lui. Aujourd'hui, Berthon est dans les bras d'Herriot. Quand Bozzi, président de l'association, partit en faisant claquer les portes, on le remplaça à la présidence, mais, dans le journal, pas un mot contre lui. Soyons justes : il y a quelques mois, Bozzi adhérait au nouveau parti de Coty. On lui fit l'honneur d'un article dans le journal. Puis ce fut tout.

Mais Trotsky prétend débarquer en Corse ! Ah, non ! A bas ce « contre-révolutionnaire avéré ». Des gens trop malins, qui habitent l'île, diront aux dirigeants de l'Emancipation de la Corse qu'un certain prince russe blanc y a élu domicile et qu'on le rencontre du côté de Calvi. Alors, puisqu'on fait campagne contre les ennemis de l'U. R. S. S., voilà une belle occasion. — Ah, non ! A bas ce « contre-révolutionnaire avéré ». C., nous ne faisons pas de politique ! Nous restons au-dessus des partis.

Ce qui est triste, c'est que cette résolution a été votée à l'unanimité et qu'on avait trouvé une majorité, en novembre dernier, pour décider de ne pas participer à la manifestation amsterdamienne du 11 novembre à Vincennes, parce que cette manifestation était révolutionnaire (!) et pourrait effrayer certaines couches d'adhérents.

Mais lorsqu'il s'est agi d'insulter Trotsky, tout le monde est tombé d'accord. Mais j'espère que, vu les vacances, cette assemblée générale ne comprenait que les membres du bureau et que beaucoup de camarades qui n'avaient pu y assister, protesteront, avec moi, contre cette résolution injurieuse.

POUR M. CACHIN

Cachin,

Vous êtes ou bien une sombre canaille, ou bien une loque pitoyable.

Autrement, vous ne permettriez pas que, sous votre direction, l'Humanité descende si bas dans l'imposture et l'outrage et la provocation aux voies de fait (sinon au meurtre) contre Trotsky.

Vous aurez beau faire et laisser faire, votre « Bureau politique » de Staliniens répugnants aura beau s'ingénier, vous ne réussirez pas à faire passer pour contre-révolutionnaire, aux yeux des camarades probes et studieux, ce prodige de force et de lucidité révolutionnaires qu'est Trotsky.

Les contre-révolutionnaire, c'est vous, qui faites des efforts inouïs pour priver de cette force, et d'autres forces encore, la Révolution.

Vous, qui avez presque anéanti l'espoir de révolution chez ceux qui furent les meilleurs membres du parti, les plus enthousiastes, les plus dévoués, les plus laborieux.

Vous qui subornez et corrompez le meilleur de la jeunesse et grevez ainsi l'avenir d'une hypothèque effroyable.

Voici ma première manifestation écrite du mépris et de l'indignation que vous — les officiels du parti — m'inspirez depuis huit ans. Depuis huit ans, par pudeur pour le parti où je vois toujours mon parti, je me tais obstinément sur les hontes de ceux qui le mènent. Je me rends compte que notre silence fait la partie trop belle et qu'il vaut mieux parler.

D'abord, salut à Trotsky !

BERNARD GAZAUBON.
Ancien secrétaire de la Fédération des Hautes-Pyrénées du P. C.,

Staline rassure Hitler

L'officielle agence soviétique Tass démentit il y a deux ou trois semaines le bruit que Trotsky allait rentrer en U.R.S.S. Le ton solennel et catégorique de ce démenti forçait à penser que le Kremlin poursuivait quelque but politique important. Lequel précisément ? En tout cas, ce n'est pas dans le domaine de la politique intérieure, puisque le démenti ne fut pas publié à l'intérieur de l'U.R.S.S., aussi bien que les rumeurs de presse, contre qui il était dirigé. Le démenti était destiné entièrement et pleinement à l'usage extérieur.

Le sens du démenti devient suffisamment clair, si on se souvient qu'il y a environ deux ans Trotsky écrivit sur la nécessité de préparer l'armée rouge à la lutte contre le national-socialisme. Cet article, absolument caché en U.R.S.S., rencontra en son temps un grand écho dans la presse national-socialiste. Nous savons avec quelle bienveillance démonstrative la bureaucratie staliniste accueillit l'arrivée de Hitler au pouvoir. Les « Izvestia » écrivirent : « L'opinion publique de l'Union Soviétique n'examina jamais de plans dirigés contre le mouvement actuel en Allemagne ». Ces mots n'indiquaient rien d'autre qu'une délimitation démonstrative d'avec Trotsky. Peut-on douter que l'article des « Izvestia » fut écrit après une démarche diplomatique correspondante de Berlin et avait pour tâche de convaincre Hitler qu'à Moscou on s'en tient inflexiblement à la doctrine du socialisme en un seul pays.

Dans les jours où Tass publiait pour l'étranger la nouvelle déclaration catégorique que Trotsky « ne reviendrait pas » en U.R.S.S., le journal berlinois « Vossische Zeitung » s'adressait officiellement par l'intermédiaire de son correspondant de Constantinople au camarade Trotsky en lui demandant si réellement il allait rentrer en Russie. Le fait même de la démarche semblait inattendu et en même temps significatif, surtout si on prend en considération que la « Vossische Zeitung » se trouve à présent entièrement dans les mains des nazis. Hitler ordonna tout simplement à l'ancien journal libéral par l'intermédiaire de son ancien correspondant libéral de vérifier les rumeurs de presse sur le retour prochain de Trotsky en Russie et sur un changement correspondant de la politique extérieure des Soviets. Nous voyons ainsi que dans cette question Hitler et Staline menèrent le même jeu. A l'origine on pouvait penser que les bruits sur le retour du camarade Trotsky avaient surgi par hasard, comme beaucoup de rumeurs de presse. Mais en comparant par la suite toutes les étapes de la question, il n'est pas difficile de faire l'hypothèse que le bruit même fut lancé par le ministère de « propagande » de Berlin pour contraindre Staline à un démenti et à une affirmation humiliante. Ce but, en tout cas, se trouva atteint.

L' « Humanité » qui, de même que toute la presse staliniste occidentale, ne manque pas une occasion de se déconsidérer, fit à propos du démenti de Tass une grossière sortie à l'adresse du camarade Trotsky en l'accusant d'avoir lancé lui-même — dans quel but ? — le bruit de son retour en U.R.S.S. Ainsi les malheureux bureaucrates aveugles servent à chaque pas d'instrument aux desseins des autres et sous le prétexte de servir la révolution ils la compromettent et l'affaiblissent.

Le 19 juillet 1933.

N. N.

Toujours *L'Ami du Peuple*

Suivant fidèlement le mot d'ordre lancé par l'*Humanité*, l'*Ami du Peuple* publie un placard sous le titre : « *Trotsky, à la porte !* ». Tout à fait dans le style Darnar : « *Dans la bande des assassins de Nations qu'illustrent les Lénine, les Dzerjinski, les Staline, vous tenez une place d'honneur avec la stature de pourpre infâmante des parricides ou des criminels exécrés...* ».

Dénonçons toutes ces provocations et veillons.

LES EDITIONS RIEDER

LEON TROTSKY

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION RUSSE

TOME I

LA REVOLUTION DE FEVRIER

La description des journées de février 1917 est une des rares réussites de la littérature dont on peut dire immédiatement qu'elles sont un chef-d'œuvre.

R. Fernandez (Marianne).

Un volume, 20 fr.

LA VIE OUVRIÈRE

MEME LES CALOMNIES DOIVENT AVOIR UN SENS

(Explication avec ceux des stalinistes qui réfléchissent.)

Les stalinistes répètent à chaque occasion que les bolcheviks-léninistes qu'ils appellent « trotskistes », travaillent en faveur de l'intervention militaire en U.R.S.S. Une absurdité effrontée de ce genre est calculée pour hypnotiser les gens mal informés. Le brave homme, celui qui est honnête, doit inévitablement se dire : « Il est impossible qu'une telle chose soit simplement inventée, il y a bien quelque chose de vrai. » Et des braves gens de ce genre, il en existe malheureusement pas mal sur la terre.

Comment faut-il donc comprendre cependant l'aide que les « trotskistes » prèteraient à l'intervention ? Cela signifie-t-il que les bolcheviks-léninistes sont au côté de l'impérialisme dans la lutte contre l'U.R.S.S., c'est-à-dire qu'ils seraient intéressés matériellement ou politiquement au renversement de l'état ouvrier avec l'aide de la force militaire de la bourgeoisie impérialiste ? Il y a des individus qui vont bien jusqu'à de telles affirmations. Dans la majorité des cas, ce sont des carriéristes malpropres qui se soucient peu de l'intervention, de la révolution, du marxisme et des idées en général; ils servent simplement le maître d'aujourd'hui et trahiront sans hésitation ce maître au moment du danger.

Au fond, ces « oudarniks » de la calomnie continuent la tradition des réactionnaires, qui, à partir de 1914 et surtout de 1917, répétaient infatigablement que Lénine et Trotsky étaient des agents de l'Etat-Major allemand. Après 15 ou 20 années au cours desquelles se sont produits des événements tels que la Révolution d'octobre, la guerre civile, la création de la IIIe Internationale et la lutte intransigeante des bolcheviks-léninistes pour le drapeau de Marx et de Lénine contre la bureaucratie en dégénérescence, — les stalinistes ont retiré de la boue l'accusation fabriquée jadis par l'espionnage militaire, par Milioukof, Bourtzev Kérensky.

Du reste des bureaucrates plus prudents se méfient de poser la question dans l'esprit du contre-espionnage britannique et tzariste. Ils ajoutent un mot savant : les trotskistes, disent-ils aident objectivement la contre-révolution et l'intervention. Une telle formule, qui elle-même prétend à l'objectivité, est dépourvue en réalité de tout contenu. Toute faute du parti révolutionnaire aide directement ou indirectement l'ennemi : mais toute la question consiste précisément en ceci : de quel côté est la faute ? Les bolcheviks-léninistes ont démontré (et les événements ont justifiés nos arguments) que la politique de la bureaucratie staliniste a aidé en Chine la bourgeoisie et l'impérialisme étranger contre les ouvriers et les paysans; qu'elle a aidé les réformistes britanniques contre le communisme; qu'elle a aidé et qu'elle aide en U.R.S.S. les thermidoriens et les bonapartistes contre la Révolution d'octobre; enfin qu'en Allemagne elle a aidé Hitler contre le prolétariat. Est-ce vrai ou non ? Voilà ce qui est la question décisive.

Bien entendu notre critique ne contribue pas à rehausser l'autorité de la fraction stalinisté; mais peut-on mettre sur le même plan le prestige de la bureaucratie et les intérêts vitaux du prolétariat mondial ? La bureaucratie staliniste, qui dispose de riches services d'éditions, de journaux, de « théoriciens », de journalistes, n'a même pas abordé la réfutation de notre critique. N'est-il vraiment pas stupéfiant que dans l'I. C. il n'y ait aucun livre qui ait tiré les leçons de la révolution chinoise, des événements allemands de 1923, de l'insurrection bulgare, du comité anglo-russe et d'une série d'autres événements de moindre étendue ? Et cela va de mal en pis. Ainsi, après le misérable rapport de Heckert on a mis une croix sur l'étude et sur l'analyse des causes de la victoire du fascisme allemand. En traitant notre critique de contre-révolutionnaire, la bureaucratie staliniste veut simplement dire par là que nous attentions au principe de son infaillibilité. Ce principe n'a pas besoin de démonstration : qui en doute est exclu de l'organisation et en U.R.S.S., est enfermé dans une prison, puis la famille du criminel est privée de domicile et de pain.

Mais l'Opposition a-t-elle raison ou non dans sa critique ? Que vient donc faire ici l'intervention militaire ? Cependant dans sa chasse aux arguments de plus en plus forts pour justifier les mesures de destruction physique des léninistes, les stalinistes de plus en plus souvent et avec toujours plus d'obstination mettent en avant l'argument de l'intervention. Leurs raisonnements sont construits à peu près selon le type suivant : les « trotskistes » disent que le socialisme en un seul pays est impossible; qu'en U.R.S.S. les koulaks ne sont pas détruits; que la social-démocratie n'est pas le fascisme, par conséquent... les « trotskistes » poussent sur la voix de l'intervention. La conclusion ne découle pas ici le moins du monde des prémisses. Il suffit de réfléchir un peu pour se convaincre que la conclusion se trouve même en contradiction directe avec les prémisses. Les stalinistes eux-mêmes ont répété de nombreuses fois que c'est précisément les succès de la construction du socialisme qui exacerbent la haine des impérialistes contre l'U.R.S.S. et par là rendent plus proche le danger de l'intervention. Mais n'est-ce donc pas les bolcheviks-léninistes qui déclarent que les véritables succès sont loin d'être si grands que l'affirme la fraction staliniste ? Comment cette critique peut-elle donc pousser la bourgeoisie sur la voix de l'intervention ? Qu'on nous l'explique !

Personne ne saurait nier que l'hostilité de la bourgeoisie mondiale est née de la peur de l'élargissement de la révolution prolétarienne dans les autres pays. Ce danger, en tout cas, touche plus immédiatement la bourgeoisie mondiale que la « liquidation » des classes en U.R.S.S. Les bolcheviks-léninistes, comme l'on sait, accusent la bureaucratie staliniste d'avoir pratiquement renoncé à la politique de la révolution mondiale. Qu'au fond ce soit vrai ou non, en tout cas une telle accusation doit diminuer et non augmenter le danger de l'intervention. Et en effet on peut apporter des dizaines et des centaines de preuves de ce que la bourgeoisie estime la politique du « socialisme en un seul pays » beaucoup plus réaliste, sage, « nationale » que la politique du « trotskisme », c'est-à-dire de la révolution prolétarienne internationale. La critique de l'Opposition de gauche ne fait que raffermir les positions diplomatiques du stalinisme. Un bourgeois américain sérieux, Campbell, a montré la nécessité de reconnaître l'Union Soviétique en se référant aux paroles de Staline, disant que le cours vers la révolution internationale est liquidé avec l'expulsion de Trotsky. Il est vrai que Staline a désavoué ces paroles. Admettons qu'elles aient été dites à Campbell non par Staline lui-même, mais par quelqu'un de ses proches: admettons même que Campbel pour faire plus grande impression a mis lui-même cet argument dans la bouche de Staline. Au fond cela ne change pas l'affaire d'un iota. Campbell met à l'actif de Staline cette même politique que l'Opposition met à son passif, — et le bourgeois américain a raison de son point de vue.

En tout cas, accuser la bureaucratie staliniste d'être nationalement bornée n'entrave pas, mais facilite pour elle les rapports « normaux » et même « amicaux » avec les états bourgeois. Que viennent donc faire ici les discours sur l'intervention ? Il se peut cependant que nous n'exposions pas exactement le fond de l'argumentation staliniste. Prenons leur presse officielle. Nous avons sous la main le dernier numéro de « L'Humanité » (du 2 août). Surmontons la répugnance naturelle pour la calomnie et plions-nous aux arguments des fonctionnaires de « l'Humanité ». Ici, comme exemple de contre-révolution « trotskiste », on cite les paroles de Simone Weil : « La diplomatie de l'Etat russe doit nous inspirer de la défiance en cas de guerre comme en cas de paix, tout comme la diplomatie des Etats capitalistes, sinon au même degré. » Plus loin on cite ces paroles d'un soi-disant « trotskiste », Prader : « Le pouvoir qui domine en U.R.S.S. n'a plus rien de commun — sinon ses mensonges — avec la Révolution d'octobre ». En alléguant ces deux citations, dont nous ne garantissons aucunement l'authenticité du texte, la rédaction écrit : « Ce sont mot pour mot les mêmes ordures que celles qui paraissent dans la presse des autres contre-révolutionnaires blancs-russes ou français, de la « Renaissance » du général Miller, aux « Dernières Nouvelles » de Milioukof et au « Populaire » de Blum-Rosefeld. »

Il se trouve ainsi que les Russes-blancs accusent la diplomatie soviétique d'être tombée au niveau de la diplomatie bourgeoise ou d'avoir trahi l'héritage de la Révolution d'octobre. Peut-on vraiment imaginer quelque chose de plus stupide et de plus ridicule ? Et comme pour laisser voir complètement ce qu'il est le malheureux fonctionnaire fait à la fin plus qu'il ne pouvait : « les accusations des deux camps coïncident « mot pour mot ».

En réalité, la presse des gardes-blancs s'évertue de toutes ses forces à prouver aux gouvernements bourgeois que la bureaucratie staliniste continue l'œuvre criminelle de la Révolution d'octobre, qu'elle ne se borne nullement à des buts nationaux et aspire comme auparavant à la révolution mondiale, et c'est pourquoi la conclusion du pacte de non-agression franco-soviétique ou la reconnaissance des Soviets par l'Espagne sont des fautes fatales. Autrement dit, la presse réactionnaire russe et mondiale cherche à démontrer que la diplomatie soviétique ne s'est pas du tout « européanisée », c'est-à-dire ne s'est pas embourgeoisée et dans son refus de s'embourgeoiser voit une base pour une intervention : là il y a au moins une logique. Or, les stalinistes n'ont rien, sinon des absurdités. Les Blancs haïssent les soviets d'une haine ardente et précisément pour cela ils cherchent à donner des arguments qui ont un sens politique. C'est tout autre chose quand un fonctionnaire appointé défend une cause qui lui est tout à fait étrangère : il jette dans le même sac toutes les absurdités qui viennent dans sa pauvre tête.

Le fonctionnaire reçoit sa tâche pour ce jour : lier Trotsky aux émigrants blancs pour justifier par là les répressions contre Rakovsky et des milliers de bolcheviks irréprochables. Comment agit donc le fonctionnaire indifférent à la cause ? Il ne se lance assurément pas dans une polémique avec Trotsky ou ses camarades de pensée : une telle polémique ne promet rien de bon. Il n'apporte ni faits, ni arguments ; d'où aurait-il des faits et des arguments ? Le fonctionnaire trouve deux citations occasionnelles qui n'ont aucun rapport avec Trotsky et s'ingénie à identifier ces citations avec des points de vue de gardes blancs qui dans l'esprit et dans la lettre sont exactement opposés. Pour faire preuve de zèle le fonctionnaire ajoute : « mot pour mot » : En calomniant il ne se soucie pas de donner à sa calomnie ne fût-ce qu'une apparence de sens. Rien d'étonnant si les ouvriers avancés tournent de plus en plus le dos au fonctionnaire malhonnête, ignorant, et félon.

G. G.

Assemblée générale du Syndicat des métaux de la R. P.

Le 29 juillet s'est tenue à la Bourse du travail l'assemblée générale du Syndicat des métaux. Il y a, dans la région parisienne, environ 350.000 ouvriers métallurgistes. Le Syndicat des métaux compte 7.750 adhérents dont — d'après la déclaration de Frachon même — la moitié n'est pas en règle avec les cotisations. A l'assemblée générale, convoquée par affiches et plusieurs placards dans l'*Huma*, n'ont assisté que 140 à 150 ouvriers.

Frachon, secrétaire de la C.G.T.U., a fait le rapport d'activité ; bien entendu, il a parlé d'abord de la crise mondiale du capitalisme et des succès de la « construction du socialisme » en U.R.S.S.; quant au rapport proprement dit, il s'est longuement étendu sur des questions plus ou moins de détail et de travail pratique (journaux); sur la question de l'unité syndicale, question qui intéresse beaucoup les ouvriers, Frachon s'est borné à déclarer, diplomatiquement, que la grève de Citroën a constitué un bel exemple d'unité dans l'action.

Le rapport a duré 3 heures puis Costes, secrétaire du Syndicat des Métaux, a parlé une demi-heure en insistant surtout sur les caisses de solidarité.

Il n'y a pas eu d'interventions d'ouvriers car le bureau a déclaré qu'on pouvait seulement poser des questions par écrit. Au lieu d'examiner d'une manière sérieuse, *avec la participation des syndiqués à la discussion*, le travail qu'on a fait, les fautes qui ont été commises, et d'établir un programme d'action, en y mettant au premier plan la lutte pour l'unité syndicale, la question la plus importante à l'heure actuelle, l'assemblée générale s'est réduite à un rapport long et ennuyeux qui a éludé les questions fondamentales du mouvement syndical.

C'est un véritable scandale (dévoilant la méthode de préparation du Congrès de la C.G.T.U.) que, dans une assemblée générale d'un syndicat unitaire il soit impossible de prendre la parole pour développer un point de vue sur l'action à mener, sur l'orientation du syndicat en face des problèmes du front unique, de l'unité syndicale, de la stratégie des grèves, etc.

Les conclusions à tirer de cette assemblée sont d'abord l'extrême faiblesse du Syndicat unitaire, malgré le bluff : 350.000 métallos, 7.750 syndiqués unitaires (dont la moitié pas en règle), 150 présents à la dernière des rares assemblées générales du Syndicat. C'est ensuite la nécessité d'alerter les métallos unitaires sur les vraies causes de cet état, en leur demandant d'entrer en liaison avec les oppositionnels de leur syndicat. Pour cela, les métallos écriront ou passeront à la Vérité.

A REIMS

Les instituteurs se préparent à résister aux attaques de De Monzie

Le Stalinisme sort battu du Congrès

Nous publierons la semaine prochaine un compte rendu complet du Congrès de l'Enseignement unitaire qui s'est tenu à Reims. Nous nous bornerons aujourd'hui à signaler plusieurs points importants.

D'abord, la Fédération a précisé avec succès son programme revendicatif. Le projet de Monzie trouvera une riposte. Plus généralement, les instituteurs unitaires ont montré qu'ils étaient prêts à s'engager aux côtés de tous les fonctionnaires menacés, pour la défense de leurs traitements.

Cependant, cette lutte ne pourra être menée à bien que si les instituteurs révolutionnaires ont une tactique appropriée. Sur ce terrain la Fédération continue à préconiser justement le front unique d'organisation, mais sur la question de l'unité syndicale, sa position reste confuse.

Le conflit violent qui a opposé le Congrès au représentant de la C.G.T.U., montre que la question ne sera pas facilement résolue dans le cadre de la C. G. T. U. Bien entendu, la fraction stalinienne se contente toujours des formules creuses sur « l'unité de lutte de classes ». Mais dans la majorité un courant important préconise la fusion avec le syndicat national ,tandis que le Bureau Fédéral maintient la proposition du Congrès de fusion, compris d'une façon étroite. Cette question, provisoirement tranchée par le Congrès, devra être réexaminée de près.

Sur l'orientation politique, la fraction stalinienne a subi un échec cuisant. Malgré l'envoi d'une délégation soviétique, malgré les interventions de la camarade Riese, député au Reichstag, la majorité des camarades a vigoureusement condamné la bureaucratie stalinienne, a placé impitoyablement les staliniens devant leurs responsabilité dans la catastrophe allemande. Ce coup porté aux staliniens aura de grandes répercussions.

Les provocations bureaucratiques ont trouvé une riposte ardente. Disons seulement que dès le début du Congrès, Bouthonnier se crut permis de qualifier de contre-révolutionnaire la majorité du Congrès, que Gitton (qui ne sut que lancer quelques insultes personnelles) essaya d'esquiver les réponses qui lui avaient été demandées, et se vit retirer la parole après avoir ergoté trois quarts d'heures, que l'un des délégués soviétiques crut bon d'insulter Rizanov et les oppositionnels, avec l'accord du bureaucrate, traité et que Maria Riese, membre du C. C. responsable de la catastrophe allemande, eut l'audace de déclarer : « Hitler se réjouira dans ses journaux de votre congrès ! »

Ils trouvèrent tous une réponse méritée. En réalité, le stalinisme battit en retraite, après avoir essayé tous les arguments de la démagogie la plus honteuse.

La semaine prochaine nous donnerons un compte rendu détaillé de ce congrès décisif peut-être dans la vie de la Fédération Unitaire de l'Enseignement.

Le Congrès de l'Union Fédérale des Etudiants

Le congrès de l'U.F.E. groupait une quarantaine de camarades avec 67 mandats. Même en comprenant les sections non représentées les effectifs se sont effondrés de moitié au moins (moins de 700), A. Paris des sections (droit, groupes des jeunes) ne furent pas réunies. En Sorbonne une des plus fortes sections — avec 8 mandats — les oppositionnels ne furent pas convoqués. Néanmoins les staliniens l'emportèrent seulement par trois voix, malgré l'absence d'un grand nombre d'oppositionnels. Les staliniens s'étaient attribués les 8 mandats. Ils consentirent généreusement à en attribuer un à un camarade oppositionnel qui protestait au congrès et se refusait d'ailleurs à cette comédie.

Le congrès avait pour tâche de liquider la vieille orientation du « syndicalisme estudiantin » combattue ardemment depuis longtemps par l'opposition. En fin de compte il entérina seulement sans discussion sérieuse, la soupe confusionniste présentée par la fraction communiste. Il faut souligner à ce propos l'attention portée au mouvement des étudiants par le bureau politique du parti — qui samedi après-midi encore avait délégué un de ses membres à la fraction de l'U.F.E.

Un camarade oppositionnel rappela les propositions faites par les minoritaires en novembre : orientation vers la lutte politique et l'éducation.

— Rattachement à la C.G.T.U. de toutes les branches syndicales des étudiants : élèves des écoles commerciales et internes des hôpitaux, U.G.E.T. (élèves techniciens) U.G.E.E. (étudiants pour l'enseignement normalien).

— Condamnation formelle de la lutte « syndicale » des étudiants non syndicables, conception antimarxiste et réactionnaire.

— Orientation vers la lutte politique aux côtés de la classe ouvrière et l'éducation marxiste-léniniste.

Un oppositionnel de l'U.F.E.

Pour nos camarades allemands

Reçu cette semaine : Gérard 50, Ray 20, Groupe A 25,50, Groupe B 12,50, Troll 10, Orsoni 10. Total 128 fr. Total général 497 fr. 55.

Bien entendu ces sommes ont été immédiatement utilisées. Nous faisons une fois de plus appel à tous nos amis pour qu'ils nous envoient leur souscription.

Notre Comité d'entr'aide est en train de préparer la fusion avec la caisse de solidarité du S. A. P. Ce comité unifié pourra ensuite faire une large campagne de recueillement de fonds.

POUR LES BOLCHEVIKS LENINISTES

Nous avons appelé la semaine dernière nos lecteurs à souscrire pour « l'aide » nécessaire au camarade Trotsky. Afin qu'il n'y ait aucune équivoque à ce sujet, nous tenons ici à préciser qu'il s'agit exclusivement des dépenses de la Ligue pour la protection physique de notre camarade et pour du soutien matériel général.

La situation catastrophique de la jeunesse communiste

Le Congrès de Montigny — en juin dernier — avait claironné les succès — récents et futurs — de la Jeunesse Communiste. Les effectifs étaient montés de moins de 4.000 à 6.000 membres. Déjà l'avant dernier Comité central avait reconnu que la J.C. avait tout perdu de ce gain. Cette fois — devant une délégation de 6 membres du C.C. du Parti — il doit avouer une situation absolument catastrophique.

Ce recul est d'autant plus sensible que la situation objective est favorable. Dans les rangs de la J.S. l'opposition grandit contre la politique social-démocrate. Une juste politique de la J.C. pouvait grossir les rangs révolutionnaires de milliers de combattants nouveaux. Au contraire, la J.C., par sa politique (social-fascisme), sa tactique (caricature du Front Unique) et son régime intérieur, repousse les jeunes socialistes.

La situation est si grave que le C.C. doit convoquer d'urgence un congrès extraordinaire et « ouvrir » la discussion. Il est, en effet, indispensable de discuter sérieusement les causes des défaites. Mais ce n'est nullement ce qu'entend faire le C.C. Il paraît qu'il y a deux orientations politiques dans le Comité Central. Il paraît que le bureau de la Fédération menait une politique opportuniste, que Charrière, qui jusqu'ici dirigeait la J.C. avait sur chaque problème une série d'opinions « *hérétiques* » toutes plus « *monstrueuses* » les unes que les autres. Pour discuter, il faut au moins être deux.

Pourquoi ne connaît-on point, du point de vue de ces camarades, que ce qu'en pensent leurs adversaires ? Pourquoi du point de vue de Charrière ne nous donne-t-on que de grossières caricatures ? Pourquoi Charrière et tous les camarades ne peuvent-ils pas exposer leur point de vue dans la presse de la Jeunesse et se défendre dans les assemblées des Jeunes Communistes ?

Une discussion ? Pensez-vous ! *L'Avant-Garde* écrit ceci : « *Cette lettre* (la lettre ouverte du Comité Central) *doit être étudiée attentivement par chaque jeune communiste, chaque cellule et comité des J.C. Comment procéder ? D'abord lire cette lettre ; c'est indispensable, mais ce n'est pas suffisant* (sic !) *Et puis on gagnera en la lisant avec deux ou trois camarades ensemble ; on s'aide mutuellement, on approfondit les questions.* » Ainsi, il ne s'agit nullement d'opposer des points de vue, de discuter la politique suivie par la direction depuis l' « admirable » Congrès de Montigny. Il s'agit d'*apprendre les nouvelles formules*, d'ingurgiter la politique nouvelle comme un catéchisme, et de voter des ordres du jour contre Charrière.

Or, quelles solutions apporte la direction dans sa lettre ouverte ?

« *Il faut une véritable direction, un véritable travail de masse, un véritable travail dans les syndicats. Il faut renforcer le travail antimilitariste, former des cellules d'usine, former une cellule de jeunesse auprès de chaque cellule du Parti, etc...* ». Bref, toujours les bateaux dont on nous fatigue sans cesse les oreilles et qui ne font pas avancer d'un pas.

Par contre, quelles directives politiques nouvelles « donne la direction ?

On se souvient qu'en décembre dernier la J.C. — avec Charrière en tête — avait entrepris un tournant sérieux vers le front unique léniniste. Elle *accepta la proposition des Jeunes oppositionnels de gauche d'une controverse commune* pour préciser les positions des divers courants de la jeunesse ouvrière. — 1.300 jeunes se pressaient dans la réunion du Boxing-Hall — qui fut d'ailleurs un succès considérable pour les « trotskystes ». En même temps, la Jeunesse Communiste lança l'idée d'un Congrès de la Jeunesse Ouvrière et Paysanne, organisé en commun par les organisations de Jeunesse, non pas sur une base opportuniste et confusionniste, mais pour préciser les possibilités du front unique — en même temps qu'un travail sérieux d'éclaircissement serait mené dans la J.S. et dans la jeunesse ouvrière.

Mais cela concordait mal avec la politique du stalinisme, celle du « Social fascisme » et du « front unique par en bas seulement ». Le plenum de l'I.C.J. condamna cette orientation et aussitôt commença dans l'*Avant-Garde* la plus discordante des cacophonies. On enterra le Boxing-Hall, on enterra la lettre ouverte aux Jeunesses Socialistes et le Congrès de la Jeunesse. On ne répondit même pas aux « Etudiants Socialistes » qui demandaient leur adhésion !

Maintenant seulement « *à l'unanimité* » le Comité Central fait son autocritique... sur le dos de Charrière qu'elle condamne et insulte solennellement.

Il reproche à l' « Avant-Garde » d'avoir essayé de distinguer entre les diverses formes de la domination bourgeoise (fascisme et démocratie). La thèse officielle, c'est que ce sont les diverses formes et procédés de fascination de la bourgeoisie dont la « Jeunesse Social-Fasciste » est un des éléments les plus actifs. Bien entendu, il ne peut plus y avoir de front unique avec des organisations... fascistes. Abattre toute tentative sincère de front unique, tel est l'objectif réel de la direction stalinienne. C'est aussi le sens réel de la condamnation suivante des formations armées des Jeunes Communistes : *Dans la Fédération, il faut de la façon la plus impitoyable, combattre les tendances à remplacer le travail idéologique de masse par les méthodes de « lutte physique qui amènerait au développement d'un état d'esprit de terrorisme individuel dans les Jeunesses Communistes, et qui ne pourrait qu'isoler la Jeunesse Communiste des masses* ». Sommes-nous donc à une période de violences individuelles de la part des Jeunes Communistes, comme au temps de la « troisième période » où l' « Avant-Garde » écrivait : « *Jeunes communistes, battez-vous dans la rue contre les flics !* » ? Allons donc ! Il suffit de voir les manifestants en face des charges des flics pour voir qu'il n'en est rien. En réalité, il s'agit de la lutte des J.C. et des J.S. contre les camelots et J.P. C'est la caricature du mot d'ordre du Parti allemand : pas de « *terreur individuelle contre les fascistes.* »

La violence ou la réserve contre les Jeunes Communistes « trotskystes » (n'est-ce pas, Le Ball ?) Aux Camelots et J.P. on préfère aller porter la contradiction, comme à la rue Hermel. La raison en est que les bureaucrates ont peur de voir se réaliser, pour la lutte contre les bandes nationalistes, un front unique sincère de la jeunesse ouvrière. Plus que jamais nous devons leur opposer la formation d'une *jeune garde commune* des Jeunes Sociaux et des Jeunes Communistes.

La seule directive concrète donnée par le Comité Central c'est de « renforcer le mouvement pour le Congrès de la Jeunesse ». Ce Congrès confusionniste est absolument fantôme comme le prouve la liste des adhésions publiée récemment dans *l'Huma*. Le Congrès a dû être reculé du 4 août au 22 septembre. C'est cette misérable épave qu'il s'agit de renflouer. C'est dans sa confusion qu'il faut noyer la Jeunesse Communiste. C'est toutes les perspectives ouvertes par le Comité Central.

Les Jeunes Communistes doivent comprendre qu'aucun changement de direction ne sera une solution. Ils doivent exiger une discussion sérieuse dans toute l'organisation et dans toute la presse. Ils doivent exiger que cessent les injures contre le camarade Charrière, qu'il puisse exprimer librement son point de vue dans les assemblées des J.C. et dans l'*Avant-Garde*. Ils doivent exiger le droit pour les jeunes oppositionnels exclus de participer à cette discussion et pour les J.C. oppositionnels de parler librement sans être exclus.

Ils doivent faire le bilan sincère de la politique stalinienne qui a mené la J.C. à la ruine. Ainsi, seulement, on pourra passer à la reconstruction d'une véritable Jeunesse Communiste.

"L'Etincelle de l'Est"

Nos camarades de l'Est viennent de publier le numéro 12 (août) de leur bulletin mensuel, L'Etincelle de l'Est. *Nous y trouvons une chronique de* Belfort, Cravanche, Ronchamp *(Alsthom, mines)*, de Neuves-Maisons *(Four Martin, Fours à coke, mines de fer). Il y a des notes excellentes sur la Conférence de Londres, sur le congrès socialiste, un coin des jeunes ouvriers et d'excellentes polémiques avec les staliniens et les « indépendants » de Belfort.*

Ce petit cahier est techniquement très bien hectographié par des camarades qui mettent un soin parfait à bien accomplir leur tâche.

L'Etincelle de l'Est, *le bulletin de l'avant-garde du prolétariat de l'Est fera son chemin !*

Nous extrayons de ce numéro la note suivante :

Dans le courant du mois de juillet, s'est tenue une réunion de l'intersyndicale unitaire, sur la préparation du congrès de la C. G. T. U. Après une heure d'auto-critique du permanent de la 3. U. R. sur la grève (des laminoirs de Neuves-Maisons) et sur le travail de préparation du congrès, notre camarade Paget expose le point de vue de l'opposition et ses désaccords avec la majorité confédérale, notamment sur le front unique, l'unité syndicale et la démocratie syndicale. Puis il donne lecture de la résolution de la Commission de contrôle du Bâtiment général de la R. P. sur les exclusions de camarades hongrois dont le seul crime est d'avoir fait connaître les différends qu'ils ont avec la majorité confédérale au même titre que nous.

Il termine en donnant lecture d'une résolution et demande qu'on la mette aux voix après une déclaration du responsable de l'intersyndicale « qui se prononce contre toute exclusion, mais qui, néanmoins estime que quand c'est nécessaire il faut exclure ». Le permanent présent répond qu'il ne faut pas mettre aux voix la résolution et ne répondra pas à Paget aujourd'hui parce qu'il a trahi le fond, alors que c'était seulement une réunion préparatoire, que les camarades n'ont pas les rapports et ne savent rien sur ces exclusions ; cette question sera débattue dans une réunion spéciale !!!

C'est partie remise, mais il faudra bien que les bureaucrates expliquent pourquoi ils veulent nous fiche dehors !

La Fraction Unitaire de l'O. C. G.
de Neuves-Maisons.

A MARSEILLE

La situation du parti

Le dernier C.C. du P.C.F. a dû constater que le congrès de Pleyel représentait une stagnation par rapport au congrès d'Amsterdam. Cette stagnation ne découlant nullement d'une mauvaise situation objective — n'est qu'une des manifestations de la décomposition des forces communistes sous la direction de la fraction stalinienne.

Cette constatation s'applique entièrement à la région méditerranéenne du P.C. et en particulier à Marseille.

Le cri d'alarme que nous jetions, il y a peu de temps dans un de nos articles, a été pleinement justifié par la sombre réalité.

A Marseille les forces communistes s'effondrent avec une rapidité effrayante. Vassart lui-même — et personne n'osera le traiter en trotskyste — parlait au C.C. de négligences criminelles de la direction du Parti à Marseille.

Une autre question troublante se pose à nous. Vaillant-Couturier et le reste de l'expédition amsterdamienne s'embarquent à Marseille sans en avertir le bureau régional. C'est la presse bourgeoise qui nous apprend la nouvelle du départ. Y aurait-il de la méfiance envers la région marseillaise ?

Ces appels pour la vie de « Rouge-Midi » deviennent de plus en plus pressants ; sur un tirage d'environ 5.000 exemplaires on n'arrivait qu'à vendre 300 exemplaires dans les kiosques !

L'exclusion de Manzoni, secrétaire du syndicat des métaux — prévue de longue date dans les colonnes de la « Vérité » — a été consommée. Cette exclusion, résultat d'une longue et écœurante lutte entre 2 clans, n'a aucune base politique. Les raisons de son exclusion, publiées dans « Rouge-Midi », sont de caractère purement personnel et sujettes à caution. Nous reviendrons dans un autre article sur ce sujet. Il serait seulement bien à remarquer en passant que Manzoni, comme tous nos cheftaillons marseillais, était un antitrotskyste farouche et jusqu'à la dernière minute un 100 p. 100, toujours dans la ligne.

Cette exclusion — quoqu'en disent les bureaucrates staliniens — a fortement ébranlé la base du parti et a eu des répercussions graves dans la C.G.T.U., Manzoni ayant été secrétaire des syndicats les plus forts à Marseille.

La chute verticale de l'influence et des forces du parti a été mise en plein jour lors du passage de notre camarade L. D. Trotsky à Marseille.

Après les articles provocateurs de «l'Huma», après la résolution du Bureau politique qui n'était qu'excitation au meurtre voilée, qui s'adressaient aux communistes marseillais et aux dockers sympathisants, il fallait s'attendre à une manifestation — si faible qu'elle soit — de la part des staliniens. Nous nous attendions au moins à voir les bureaucrates avec une douzaine de fidèles au port, manifestant leur haine à celui qui est resté fidèle aux enseignements et à l'action de Lénine.

Dès la première heure les militants bolcheviks-léninistes de notre groupe se trouvaient au port et distribuaient aux dockers, attendant l'embauche, des nombreux tracts, appelant les prolétaires marseillais à manifester leur sympathie au chef de l'armée rouge et les mettant en garde contre le front unique avec les russes blancs dans lequel voulaient les entraîner « l'Huma » et les bureaucrates staliniens. Pendant la distribution deux de nos camarades ont été expulsés par la police qui leur dressa un procès-verbal.

Notre appel a été entendu.

Au débarquement du bateau, une trentaine de bolcheviks-léninistes et sympathisants étaient présents : les staliniens se faisaient remarquer par leur absence.

Les gardes blancs venus avec une pancarte stigmatisant le « tyran rouge » n'ont pas eu l'occasion de montrer leurs « sympathies » — comme dirait l'Huma — au « chef de l'avant-garde de la bourgeoisie contre-révolutionnaire ».

PROJET DE THESES SUR LA QUESTION SYNDICALE

En vue de la Conférence Nationale

Le mouvement syndical (C. G. T. et C. G. T. U.) en France est caractérisé par la situation suivante : faible pourcentage d'organisés (de 8 à 10 %) sur l'ensemble du prolétariat ; influence prépondérante, dans la masse des organisés, des couches non spécifiquement ouvrières (personnel à statut, instituteurs, etc.); faible enracinement des syndicats dans les grandes usines et dans les mines, exception faite en partie pour le Nord et pour le Pas-de-Calais. Si, au cours des dernières années, l'ensemble des forces organisées s'est maintenu à un chiffre presque fixe, nous constatons néanmoins une grande fluctuation des effectifs au sein de certains syndicats et particulièrement des syndicats unitaires. Au point de vue de sa configuration organisationnelle, le mouvement syndical se présente en France comme le prolongement des divers partis et courants politiques. La C. G. T. U. jusque il y a quelques années, pouvait être considérée comme l'instrument à travers lequel le Parti Communiste cherchait sa liaison politique et organique avec les couches moins avancées du prolétariat : elle est, aujourd'hui, à peu près réduite à n'être qu'un appendice syndical du Parti lui-même. Apparemment la C. G. T. est totalement indépendante de tout parti politique. Constituée sur la base de la Charte d'Amiens, c'est-à-dire sur la base de ce qui fut le syndicalisme révolutionnaire d'avant guerre, elle revendique son « indifférence » vis-à-vis de quelque parti politique que ce soit. Mais cette « indifférence » d'un côté se traduit par la pratique de la collaboration de classe, de l'autre ne l'empêche pas d'être la « jambe droite » du Parti S. F. I. O.

En effet, la C. G. T. collabore avec ce Parti, soit par le canal des rapports existants entre la Fédération Syndicale Internationale et l'I. O. S., soit par un continuel et mutuel échange de services entre les deux organisations, soit et surtout par les positions analogues que la C. G. T. et le S. F. I. O. prennent, dans leur domaine respectif, face aux problèmes essentiels de l'impérialisme français. La liaison entre la C. G. T. et la S. F. I. O. est particulièrement évidente sur le terrain parlementaire. Apparemment la C. G. T. se « désintéresse » des élections législatives, mais en réalité elle a au Parlement une nombreuse équipe de députés qui la « patronnent » et la représentent : c'est le groupe parlementaire du Parti socialiste.

Nous avons, ensuite, des organisations autonomes influencées plus ou moins directement par des éléments petits bourgeois ou par des courants de l'anarcho-syndicalisme. Nous avons des syndicats chrétiens, dont le confessionnalisme est ouvertement déclaré, et nous avons, enfin, des « syndicats nationaux » qui, au point de vue numérique sont encore très faibles, mais qui sont directement financés par le patronat et qui, dans une situation politique plus tendue, joueront le rôle de premiers noyaux pour l'encadrement des masses dans une organisation syndicale fasciste.

De ces diverses organisations syndicales, les deux plus importantes, celles autour desquelles se concentre l'attention du prolétariat éveillé à la conscience de classe, sont la C.G.T. et la C. G. T. U. Jusqu'à la fin de 1928 et pendant les premiers mois de 1929, le rapport des forces numériques entre les deux organisations était sensiblement égal à un. Chacune comptait environ 400 à 450 mille membres. Subjectivement, pourtant la C.G.T.U. avait sur la C.GT. un avantage indiscutable, car elle encadrait des forces plus combatives, plus jeunes du prolétariat organisé, elle avait le monopole ou la prépondérance des forces organisées dans toutes les catégories les plus importantes de la région parisienne et elle avait réussi à maintenir et même à étendre une influence organisée considérable dans les régions industrielles contrôlées par les réformistes, comme le Pas-de-Calais, le Nord, etc. En 1929, commence à se manifester un déséquilibre sensible entre les forces encadrées dans les deux organisations. La C. G. T. U. périclite, perd des adhérents, voit des syndicats et des fédérations entières disparaître ou l'abandonner pour passer à l'autonomie ou dans la centrale confédérée. La C. G. T., par contre, élargit son influence, absorbe une partie des syndicats et des fédérations sorties de la C. G. T. U. ou quittant l'autonomie, encadre des éléments nouveaux et devient, au cours de ces trois dernières années, la seule centrale syndicale de masse, celle qui encadre les masses sur la base de leurs besoins et de leurs aspirations élémentaires. A l'heure actuelle, la C. G. T. U. compte un maximum de 150 mille adhérents. La C. G. T., de son côté, dépasse les 900.000 adhérents et paraît sur le point d'atteindre le million.

Les causes de ce mouvement contradictoire dans les effectifs des deux centrales syndicales sont très complexes. Toutefois, le fait que ce déséquilibre a commencé à se manifester avant le commencement de la crise mondiale et particulièrement une année et demie avant que les répercussions de cette crise se fassent sentir en France, démontre tout de suite que ce déséquilibre est indépendant de la crise économique elle-même. Ce qui ne veut pas dire que la crise n'ait pas réagi sur lui. La cause essentielle de la perte par la C. G. T. U. des deux tiers de ses effectifs et de l'augmentation de ceux de la C. G.T. d'au moins 100 %, c'est la politique suivie par les deux organisations. La politique de la « Troisième Période » a passé sur la C. G. T. U. comme une rafale. « Journées rouges »; « grèves politiques de masse », « politisation des grèves », « grèves jusqu'au bout », c'est-à-dire jusqu'à la défaite complète du syndicat et la rentrée des grévistes contre le mot d'ordre du syndicat ; « direction indépendante des grèves » ; « rôle dirigeant » du Parti sur les syndicats consistant à imposer aux syndicats la politique de folie et de crime suivie par le Parti ; « front unique rien qu'à la base » ; « unité syndicale jamais » : voilà la politique qui a désarticulé, qui a disloqué la centrale syndicale unitaire. A cela s'ajouta la brutalisation des minorités d'opposition, les déformations de la presse syndicale, la transformation des cuisants échecs en éclatantes victoires. A la « Troisième Période », succéda la période actuelle aussi néfaste que la précédente et caractérisée par le manque total de perspectives, par l'enchevêtrement de ses zig-zag, par la bureaucratisation inouïe de l'appareil et par la menace, avec d'exclusion pour délit de tendance, de la destruction de tout vestige de démocratie ouvrière au sein des syndicats.

Si la désagrégation des forces encadrées dans la C.G.T.U. a été et reste la conséquence de la fausse politique suivie par sa direction et par le Parti communiste, il ne s'ensuit nullement que le développement rapide de la C. G. T. trouverait son explication dans une juste politique prolétarienne, prétendument suivie par la bureaucratie réformiste. Cette politique n'existe pas. Bien au contraire. Mais les masses qui viennent de se réveiller à la conscience de classe, les syndicats qui ont été repoussés par la politique de la « troisième période » et la brutalité de la bureaucratie stalinisté, trouvent dans la politique réformiste de la C. G. T. ce « moindre mal » auquel les grandes masses s'adaptent si facilement lorsque l'organisme capable de les entraîner dans l'action révolutionnaire fait défaut. Plus que de sa propre politique, la C. G. T. a profité pendant ces dernières années, de la politique d'aventure que la fraction stalinisté a imposée à la C. G. T. U., et de la pression du patronat devant laquelle, tandis qu'une partie de la classe ouvrière se repliait sur elle-même, une autre partie cherchait dans l'organisation sa voie de salut.

Avec la chute presque verticale de ses effectifs, qui reflète sans équivoque son isolement des masses et la perte sur elles de toute influence politique sérieuse, la C. G. T. U. a perdu aussi la direction du mouvement gréviste en France. Cette direction se trouve actuellement aux mains des syndicats réformistes. Cela est vrai, non seulement pour les grandes grèves, embrassant des dizaines de milliers de prolétaires, mais aussi pour les grèves d'importance moyenne, ainsi que pour les mouvements de fonctionnaires. La C. G. T. U. est désormais entièrement isolée des grands centres industriels et miniers, elle est évincée des usines et des mines elle est extrêmement compromise aux yeux des masses. Sauf de rares exceptions, comme par exemple, pendant le lock-out, puis la grève de Citroën, les syndicats unitaires sont coincés dans des centres industriels d'importance secondaire. Réduite à peu près à une fraction syndicale élargie du Parti, énormément affaiblie, la C. G. T. U. n'en conserve pas moins la responsabilité d'une grande centrale syndicale. Cette circonscription la met parfois dans des situations tragiques d'où elle ne peut que sortir plus affaiblie et plus compromise qu'auparavant. Par exemple, pendant les grandes grèves du Nord, elle s'est trouvée dans l'alternative ou de proclamer le mouvement toute seule, ou de se remettre entièrement aux décisions des organisations confédérées. Dans le premier cas elle démontrait son impuissance et jetait la minorité d'ouvriers qui était disposée à la suivre dans une aventure ; dans le second, elle faisait la preuve devant les masses de l'inutilité de son existence en tant que centrale syndicale séparée.

La C. G. T. U. a appliqué effectivement tous les deux termes de cette alternative et elle en est sortie littéralement brisée dans le Nord. Aujourd'hui la C. G. T. U. a perdu non seulement la direction du mouvement gréviste, mais est incapable de jouer sur lui un rôle propulsif. Son désarroi intérieur est tellement profond, que même là où elle dirige effectivement le mouvement, elle se voit obligée de se défiler et de se faire remplacer formellement par des comités créés « ad hoc ». Le nom de la C. G. T. U., au lieu de sonner comme la garantie de lutte sérieuse et de victoire pour la classe ouvrière, est devenu le symbole de l'aventurisme et de la défaite.

L'offensive du patronat qui a été déchaînée en France en 1930 avec les premières dénonciations des contrats de travail n'est pas encore arrêtée. Au contraire, tout laisse à penser qu'elle sera poussée plus à fond et avec une énergie redoublée dans la période à venir. La légère amélioration de certains indices de la production et le fléchissement du chômage, doivent être considérés bien moins comme indices pour un arrêt de l'attaque de la bourgeoisie contre le prolétariat, que comme des conditions plus favorables pour l'organisation de la résistance et de la contre-attaque de la classe ouvrière. L'offensive capitaliste contre les salaires et les traitements, contre les conditions de vie et les droits acquis, ne s'arrêtera pas avec l'atténuation de la crise, mais dans la mesure où le prolétariat saura lui opposer une résistance invincible. Pendant ces trois dernières années, le prolétariat a dû reculer sous la pression de l'adversaire. Si la C. G. T. U. s'est démontrée incapable d'entraîner et de diriger les masses dans la lutte, la C. G. T., de son côté, s'est battue non contre la diminution des salaires, mais pour aménager la part des sacrifices qui, en vertu de la crise, devait être supportée par le prolétariat. De cette double politique, la classe ouvrière supporte les conséquences et elle en supportera de plus graves encore si la politique du mouvement syndical en France ne change pas de fond en comble.

Le problème qui se pose à l'heure actuelle et qu'il faut résoudre sans retard est celui du regroupement des forces prolétariennes, et de leur entraînement dans l'action. Un des moyens pour obtenir ce résultat, c'est la réalisation de l'unité syndicale.

(A suivre.)

"Rouge-Midi" et le "trotskysme"

CONTRIBUTION A UNE DISCUSSION

Nous nous excusons auprès des camarades de Marseille sur le retard apporté à la publication de cet article.

Le dernier bulletin intérieur du P. C. de notre région contient un article sur « Le Trotskysme, avant-garde de la contre-révolution ». Cet article n'est que le début d'une campagne contre l'opposition dans le but évident d'exclure quelques oppositionnels dont la présence au sein du parti est intolérable à nos bureaucrates « Cela a donné d'excellents résultats puisque certains éléments chassés du parti sont maintenant dans le camp des trotskystes » écrit Uni et il invite les cellules à ouvrir une large discussion sur ses élucubrations provocatrices.

N'ayant pas — ou n'ayant plus — la possibilité de nous exprimer au sein du Parti, nous participerons néanmoins à la discussion au moyen de notre organe « La Vérité », et nous invitons nos camarades des cellules à ouvrir la discussion sur la base des articles du bulletin et de nos critiques.

Uni aborde, dès le début, les divergences d'organisation entre Lénine et Trotzky en 1903. Ce procédé polémique qui consiste à soulever d'anciennes divergences ou fautes depuis longtemps dépassées n'est pas le nôtre ; nous ne nous basons pas, dans notre lutte contre le centrisme stalinien, sur le social-patriotisme d'un Cachin ou le communisme mystique d'un Lounatcharsky, pas plus que nous ne demandons des comptes à Mation sur son passé politique.

Ceci dit, il est exact que Trotzky en 1903, fit un bloc avec Martov et Axelrod, mais il serait honnête d'ajouter que ce bloc dura trois mois. Dès 1904, Trotzky rompit avec les mencheviks et prit une position « conciliationniste ». Croyant encore en la possibilité d'une évolution à gauche des mencheviks, il s'emploiera jusqu'à la guerre à unifier les deux fractions de la social-démocratie.

Politiquement, il est d'accord avec les bolcheviks : pendant la révolution de 1905, il travaillera la main dans la main avec eux et défendra leur politique, dans la presse internationale, contre les mencheviks ; 1917 le trouvera en accord complet avec le bolchevisme et les principes de la IIIe Internationale.

Qu'est-il resté du bloc éphémère d'août 1903 où Trotzky, à peine âgé de 24 ans, revenant d'Odessa et ignorant à peu près tout des luttes fractionnelles de l'émigration, se trouva en fait, du côté du bloc Martov-Axelrod ? Lénine donne la réponse : « Trotzky a déclaré depuis longtemps qu'aucun accord n'était possible (avec les mencheviks) ; Trotzky l'a compris et depuis il n'y a pas eu de meilleur bolchevik que lui ». (Discours au P. C. de Pétrograd 14 nov. 1917). Cette appréciation de Lénine est suffisante pour mesurer la valeur du jugement d'Uni qui tente en vain, d'après le court épisode de 1903, d'opposer irréductiblement Lénine à Trotzky.

Mais, puisque aussi bien Uni a soulevé cette question, il est, croyons-nous, intéressant de noter la position de Staline lui-même vis-à-vis des mencheviks. Pour Staline, le bloc de Lénine et Plékhanov contre les liquidateurs n'est pas autre chose qu'une « tempête dans un verre d'eau » (lettre du 24 janv. 1911). En 1917 (en 1917 !) Staline était partisan de l'union des bolcheviks et des mencheviks (P. V. de la conf. du parti — 1917 — où Staline s'affirme pour le bloc avec Tseretelli) et il fallut l'arrivée de Lénine pour mettre fin à ce scandale. Mais cela, on ne l'a pas appris à Uni durant ses neuf mois d'école staliniste à Moscou ; on lui a tout simplement appris à répéter docilement les calomnies et les formules indigestes élaborées par les plats laquais de Staline.

La deuxième partie de l'article est consacrée à la théorie de la révolution permanente. Plaignons les malheureux camarades contraints de se faire une opinion sur cette question à travers les faux, les mensonges, les contradictions et les âneries d'Uni ! C'est à croire que de tels instructeurs sont sélectionnés dans des cirques pour atteindre à un tel degré de virtuosité dans leurs exercices d'équilibres et d'acrobatie. D'entrée Uni découvre cette perle précieuse : « Lénine a développé l'idée de la révolution permanente... » (!!!). Nous conseillons vivement à Uni d'accorder son violon le plus tôt possible s'il tient à conserver son poste de bureaucrate !

Naturellement, ici aussi, Trotzky est en désaccord avec Lénine et pour le prouver l'irremplaçable théoricien analyse (?) deux aspects de la théorie de la révolution permanente. Tout d'abord, c'est « l'instauration d'une dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » après « la révolution bourgeoise démocratique » (?) qu'il oppose — en tant que conception léniniste — à la conception trotzkyste du « saut par dessus les étapes » et de « l'ignorance du facteur paysan ». Avant toute chose, nous serions heureux qu'Uni nous donnât un seul exemple de cette dictature. Est-ce le régime Kérensky ? le Kuomintang ? l'hypothétique régime qui devait surgir en Allemagne sur la base de « la révolution populaire » et de « la libération nationale ? »

En réalité, cette formule de Lénine est depuis longtemps dépassée par l'histoire et c'est Lénine lui-même qui se charge de répondre à Uni : « celui qui ne parle que de la dictature du prolétariat et de la paysannerie, celui-là retarde sur la vie, celui-là en fait est passé du côté de la petite bourgeoisie contre la lutte de classes prolétarienne, celui-là doit être relégué aux archives des raretés bolcheviques d'avant la révolution (Lénine). Par sa formule « dictature du prolétariat et de la paysannerie », Lénine n'entendait pas définir le contenu de la dictature, mais tous simplement exprimer la nécessité, pour le prolétariat, d'une alliance avec les couches exploitées de la campagne. Mais quelle serait la force motrice de cette dictature ? Après l'expérience de 1905, Trotzky répondait : « le prolétariat réussira à s'appuyer sur le soulèvement des campagnes... En s'appuyant sur les éléments paysans et en prenant leur direction... le prolétariat saura assurer la victoire de la révolution » (Trotzky, Notre tactique, 1906).

Ce rôle dirigeant du prolétariat découlait, pour Trotzky, du fait que la paysannerie ne peut aspirer à un rôle indépendant, ne peut que suivre le prolétariat ou la bourgeoisie. Dès lors, dans la mesure où la bourgeoisie elle-même ne pouvait résoudre les tâches bourgeoises démocratiques, leur résolution ne pouvait être assurée que par le prolétariat, prenant la tête des autres couches exploitées de la nation et, avant tout, de la paysannerie.

Après la conférence du parti, en 1905, Lénine écrivait : « La formule que les bolcheviks se sont donnée se présente ainsi : le prolétariat qui conduit derrière lui la paysannerie ». Ici la formule élargie et définitive de Lénine est absolument identique à celle de Trotzky. Où est donc le désaccord dont parle le perroquet Uni ? Et où donc Uni a-t-il vu que Trotzky veut faire la révolution sans les paysans et veut sauter l'étape démocratique ? Non seulement Trotzky n'est pas enclin à ignorer les tâches démocratiques, mais encore il considère que pour leur résolution l'appui des paysans est indispensable au prolétariat. En 1905 il lance dans la presse révolutionnaire : « Ni Tzar ni Zemtsy, mais le peuple », et par le peuple il entend : « le prolétariat qui prend la tête de la nation opprimée et avant tout des masses paysannes » ; en 1906 il réclame l'assemblée constituante et lui fixe ses tâches, toutes démocratiques.

Quant au mot d'ordre : « A bas le Tzar ! vive le gouvernement ouvrier ! », nous nous permettons de faire remarquer à Uni qu'il n'a jamais été lancé par Trotzky (qui se trouvait à Saint-Pétersbourg, à cette époque), mais par Parvus. Les nullités pétrifiées du type Uni « raretés bolcheviks qui sont passées en fait au côté de la petite bourgeoisie contre la lutte de classes prolétarienne » ont beau répéter les faux, les mensonges, les calomnies de leurs chefs d'orchestre staliniens, l'histoire ne se refait pas.

La semaine prochaine nous analyserons la fin de cette éjaculation bureaucratique — le socialisme dans un seul pays — et nous attendons impatiemment la suite de cette intéressante étude « anti-trotzkyste ».

Lafitte.

En vue de notre conférence nationale

Nous publions aujourd'hui la première partie du projet de thèses sur la *question syndicale*. La fin paraîtra au prochain numéro.

La discussion étant ouverte, nous avons déjà reçu un certain nombre d'articles, en particulier sur le problème de la rupture internationale avec l'I. C. et de la création de nouveaux partis communistes. Un *Bulletin intérieur*, contenant de nombreux matériaux, sera prêt dans quelques jours.

Pour les camarades de langue allemande :

Leninismus gegen Stalinismus

(Lehren der deutschen Katastrophe) Mit ein vorwort von L. Trotski.

En vente à « la Vérité », 23, rue des Vinaigriers.

Prix de l'exemplaire... 1 fr.

On trouvera :

Unser Wort

journal bimensuel de la Section allemande de l'opposition internationale :

A Paris, à la Vérité, 23, rue des Vinaigriers (10e).

Kiosque, 7, boulevard St-Michel.

Kiosque, 22, boulevard St-Michel.

Kiosque, 15, place de la République (coin de la rue du Temple).

Kiosque, 101, boulevard Montparnasse.

Demandez le n° 10 qui vient de paraître.

SUR L'U.R.S.S.

L. TROTSKY

L'Economie Soviétique en danger 2 fr.

Signal d'Alarme (Le danger menace de plus près) ..... 0 fr. 50

A la Vérité, 23, rue des Vinaigriers.

Compte chèque : Naville 1333-80, Paris.

L'U.R.S.S. et la paix

« La diplomatie pacifiste vient de remporter trois grands succès :

« 1. Levée de l'embargo anglais sur les marchandises soviétiques ;

« 2. Signature d'une convention de non agression par les Etats limitrophes de l'U. R. S. S., en particulier, par la Roumanie.

« 3. Reconnaissance de fait de l'Etat ouvrier par l'Etat capitaliste.

« Et qu'on ne dise pas à propos des pactes : « Un pacte de plus » car nous répondrons qu'il n'y a aucune comparaison entre les ententes sur le papier et pour des fins impérialistes comme Kellog, Locarno, pacte à quatre et la définition précise de l'agresseur, qui, si elle ne l'empêche pas de perpétrer son agression ne l'en démasque pas moins devant les peuples et ainsi rend le crime plus difficile.

« De tels succès de l'Union Soviétique dus à la situation de ce pays sans crise arrachent à Rosenfeld (Populaire 4 juillet), le cri, combien inattendu dans sa bouche de « Bravo Litvinof ».

D'où est tiré cet article ? Du *Travailleur du Sud Ouest*, journal du parti communiste dirigé par Renaud-Jean - (8 juillet 33). Nous le livrons à la réflexion de tous sans commentaires, mais nous nous bornons à poser cette question : quelle différence y a-t-il entre cet article et les discours de feu Briand ?

IL FAUT LIRE :

Ouvrages de L. TROTSKY

Cours Nouveau (1923) ..... Fr.	3 50
Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme ? (1925)	3 50
Les Problèmes de la Révolution Allemande (1931)	4 50
Et Maintenant ? (1932)	3 »
La Seule Voie (1932)	2 »
Entretien avec un ouvrier social-démocrate (1933)	0 50
Signal d'Alarme (la Situation en U.R.S.S.)	0 25
L'Economie Soviétique en danger	2 »
Les Problèmes de la Guerre Civile (1924)	1 50
La Révolution Défigurée	15 »
La Révolution Permanente	15 »
Histoire de la Révolution Russe (Tome I)	15 »
Ma Vie (3 vol.)	30 »
CH. RAKOVSKY. Problèmes de l'Economie de l'U.R.S.S. ..... Fr.	2 »
La Lutte de Classes. Année 1930	30 »
La Lutte de Classes. Année 1931	20 »
La Lutte de Classes. Année 1932	20 »

Adressez les commandes à la Vérité, 23, rue des Vinaigriers, Paris (10e).

Compte chèque-poste : Naville 1333-80, Paris.

Imprimerie Centrale de la Bourse
117, rue Réaumur, Paris (2e)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : P. Frank.

Chez les pupistes de Clichy

Les pupistes brandissent le drapeau de l'Unité Ouvrière. C'est leur seule idée. Leur presse défend inlassablement la « thèse » de l'unité organique avec le parti des Marquet et des Renaudel. La crise allemande montre-t-elle la plus ignoble trahison du Parti Social-Démocrate ? Ils y voient une preuve de plus de la nécessité de former un seul parti et une seule Internationale avec les confrères des Noske, et des Leipart livrant leurs syndicats au fascisme, avec les confrères des Scheideman, des Wells et des Hilferding leurs complices.

Pour réaliser l'unité... les pupistes ont formé un nouveau Parti. Ce nouveau Parti est un parti de fricoteurs et d'arrivistes, une sainte alliance des fromagistes : c'est leur affaire. Seulement, comme la conduite du P. U. P. était par trop scandaleuse aux yeux des ouvriers de Clichy, les sections pupistes de Clichy (jeunes et adultes) se sont séparées du P.U.P. Dès lors elles combattent pour l'unité dans les limites de l'octroi de Clichy (et dans une certaine mesure, celle des nécessités électorales, dans celles de Levallois). S'il y avait des élections — et des fromages électoraux — par rue ou par immeuble, les pupistes borneraient bientôt leurs horizons « unitaires » par rue ou par immeuble.

En réalité, le drapeau de l'unité n'est qu'un prétexte.

Revue et corrigée par les Sellier-Garchery et Cie l'appel de Marx devient le suivant : « Electeurs de la circonscription, unissez-vous pour me faire passer aux élections. »

Mais là se borne l'effort unitaire des pupistes. Toute leur action contredit leur drapeau.

Deux exemples : Dernièrement à Levallois, la cellule communiste et la section socialiste s'engageaient dans la voie du front unique (auquel du reste rapidement, la bureaucratie stalinienne brisa les reins). En cette occasion où était la section pupiste ?

Récemment reprenant une suggestion faite à la dernière réunion des Jeunesses socialistes, les jeunes communistes oppositionnels de Clichy proposèrent l'organisation en commun d'une discussion fraternelle sur le problème de la Révolution Russe. Les jeunes pupistes refusèrent. Non contents de cela, ils insérèrent dans le « Prolétaire de Clichy », un article venimeux et calomniateur. Ils attaquent surtout notre camarade *Jegonzol*, membre du bureau du Jeune Campeur, et ancien militant des J. P. U. Treize lignes contre lui : neuf mensonges ce qui est un record.

Nous ne répondrons même pas à ces absurdités, qui ont indigné déjà de nombreux camarades.

Weisse, secrétaire des Jeunesses pupistes de Clichy, l'accuse entre autres d'être une girouette (?!) Et il s'y connaît. A l'heure où nous écrivons ces lignes on ignore encore si les jeunesses se sont décidées à être une section des J. P. U., à réadhérer au P. U. P., à rester une section autonome de « Jeunesse d'unité ouvrière », etc., etc...

Weisse nous accuse de venir dans les réunions « pour le plaisir de parader ». Si Weisse s'était fait casser la figure aussi souvent que les jeunes oppositionnels dans les réunions et les manifestations, il saurait peut-être ce qu'est « la parade » dans les réunions !

Weisse, enfin, justifie l'abstention des jeunes pupistes parce que « ces jeunes troskystes ne représentent seulement qu'un groupe de jeunes intellectuels (?, qui se croient supérieurs aux jeunes ouvriers (?!) ». Nous ne répondrons pas à ces calomnies démagogiques et pas nouvelles. La Jeunesse Pupiste de Clichy, qui disposait de l'appui de la municipalité, des salles municipales (qui nous sont refusées), des camions municipaux, d'organisations larges de Jeunesse, comme le Jeune Campeur etc..., s'est lamentablement dispersée. Sur une cinquantaine de membres, 19 camarades ont démissionné en bloc et il reste maintenant à peu près une demi-douzaine de jeunes pupistes !! Ces gens sont bien qualifiés pour faire les dédaigneux vis-à-vis de notre organisation.

C'est d'ailleurs, toutes les organisations de jeunesses qui sont inexistantes à Clichy. Quelques jeunes socialistes, pupistes, communistes, oppositionnels. Quant à nous, oppositionnels de gauche, avec la foi dans la victoire, nous engageons les jeunes ouvriers à se rassembler sous le drapeau du communisme.

Auger.

Tous, Membres de la Ligue ou Lecteurs !

Envoyez-nous des adresses d'abonnés possibles à qui nous ferons un mois de service gratuit et dont nous solliciterons ensuite un abonnement. Remplissez cette liste.

NOM	ADRESSE	OBSERVATIONS